

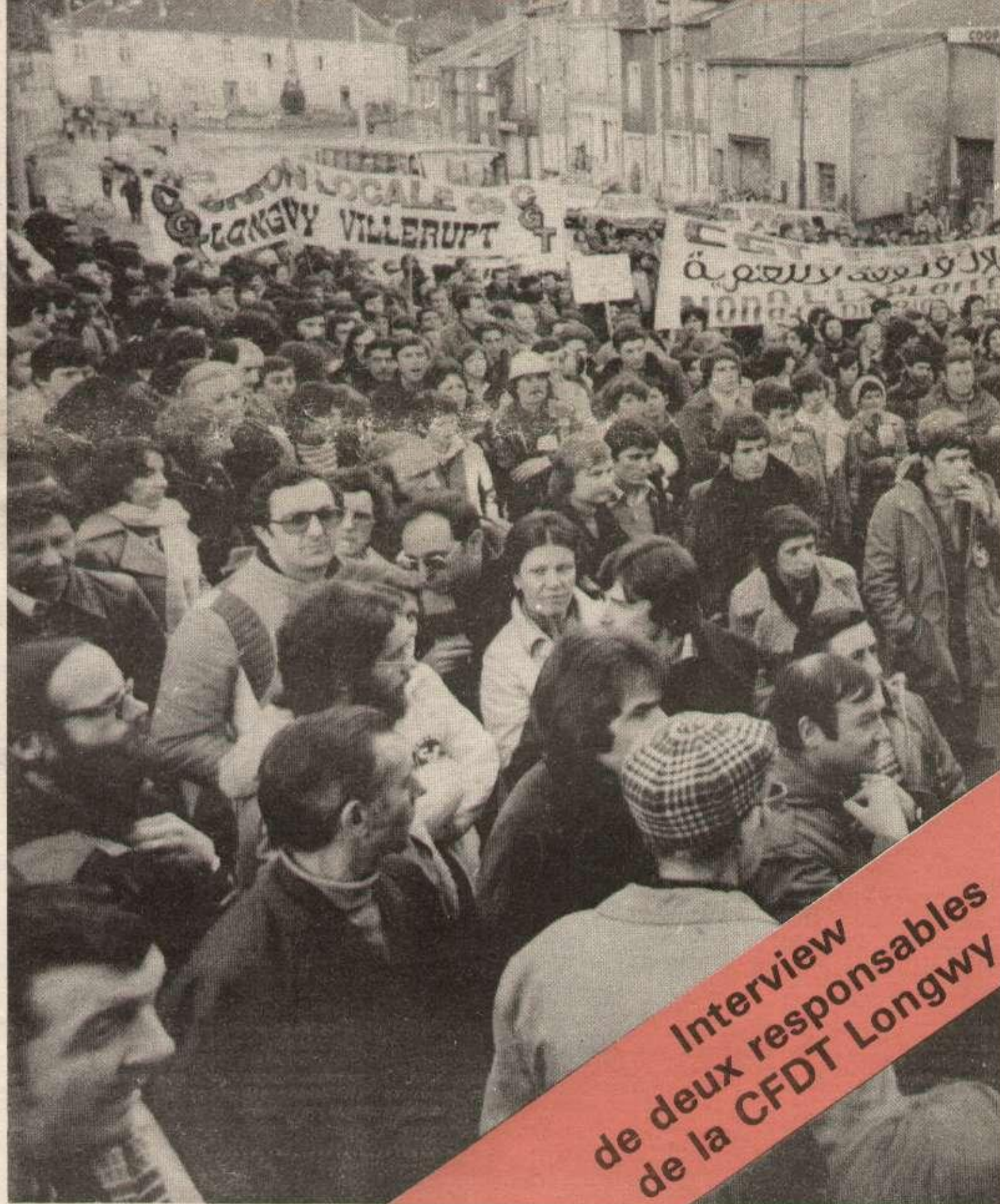
Le quotidien du peuple MAGAZINE

Organe central
du PARTI
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

5 F

Juillet 1979

QUAND LE CHOMAGE N'EST PLUS SUPPORTABLE



Interview
de deux responsables
de la CFDT Longwy



EDITORIAL

Le premier ministre aime à disposer de gros moyens pour réaliser une tâche délicate : camoufler l'ampleur du chômage. Ceux que l'on appelle désormais «les grands moyens d'information» sont mobilisés en permanence. La moindre déclaration, le plus petit discours, la plus ridicule des propositions, le plus souvent sans portée pratique... tout est prétexte à de longs commentaires bienveillants occupant une place de choix dans les journaux télévisés ou radiophoniques. Ainsi en a-t-il été du dernier «pacte pour l'emploi».

Tour à tour, les «grosses têtes» du CNPF et les divers ministres concernés ont débité des banalités qui ont fait la «une» de l'actualité pendant plusieurs jours. Et pourtant... la seule efficacité des «pactes» précédents a été de dégonfler les listes de chômeurs pendant les mois de rentrée et de procurer à toute une série de capitalistes une main-d'œuvre temporaire à bon marché. Car on a beau faire : les chiffres, même manipulés, sont têtus. Le chôma-

ge massif s'est installé pour une longue période.

Soit, pense Raymond Barre. Puisque nous sommes incapables de résorber le chômage, il faut le rendre banal, il faut habituer les gens à vivre avec, comme un mal nécessaire de nos sociétés modernes. «Oui bien sûr, c'est ennuyeux ce chômage, mais on n'y peut pas grand-chose... Cela ne dépend pas de nous... La crise est internationale... Ce que l'on peut faire, on le fait... Pour le reste, il faut attendre des jours meilleurs». C'est à ce type de discours que le gouvernement voudrait habituer les travailleurs ; pour qu'ils acceptent, qu'ils ne se révoltent pas. Pendant ce temps-là bien sûr, les travailleurs qui ont encore un emploi doivent trimmer dur. Car la rapacité capitaliste n'a pas de limites. Il faut bien que quelqu'un supporte le poids de la crise.

Cette année, il y aura encore moins de travailleurs qui partiront en vacances. Pour les chômeurs la question est réglée. Quand

on parvient à peine à faire vivre la famille les autres mois de l'année, inutile de poser la question des vacances.

En tout cas, ce n'est pas le chômage qui troublera les vacances des capitalistes ; sur la côte d'Azur ou à Deauville, dans de somptueuses villas ou à bord de superbes yachts. L'étalage de toutes ces richesses est une insulte permanente aux centaines de milliers de familles ouvrières, cloîtrées dans les HLM, qui se demandent avec angoisse de quoi demain sera fait, sur quoi il faudra encore réduire les dépenses pour tenir le coup.

Non Monsieur Barre ! Le chômage n'est pas un fait inéluctable des sociétés modernes. Il est un mal de cette société capitaliste que vous vantez tant, de cette société pourrie dans laquelle un capitaliste «craque», tranquillement en une soirée au Casino l'équivalent de plusieurs années d'indemnités d'un chômeur. Les sacrifices que vous demandez, c'est toujours pour les mêmes, pour les travailleurs, pour les familles populaires. Vous dites aux chômeurs «cessez de réclamer, nous ne pouvons rien faire». C'est trop facile ! C'est vous le responsable, ce sont les capitalistes qui jettent les travailleurs à la rue, et ce gouvernement qui les soutient, leur distribue gracieusement des milliards, met les CRS en permanence à leur disposition, expulse les travailleurs immigrés... Non, nous ne vous laisserons pas banaliser le chômage. Nous crierons très fort et surtout notre colère. Nous dénoncerons les responsables. Et tout particulièrement en cette période d'été où les injustices sont encore plus révoltantes.

Nous populariserons et soutiendrons concrètement le combat de ceux qui refusent de subir le chômage et particulièrement des sidérurgistes de Longwy. Nous participerons activement à toutes les initiatives des associations du type comité de chômeurs, comité de quartier... La bourgeoisie est responsable du chômage ; elle doit payer.

G.P.



CONTRE LE CHOMAGE... A L'INITIATIVE CONTRE LE CHOMAGE... A L'INITIATIVE

Plus de 2 millions de chômeurs, c'est ce que les technocrates du plan prévoient froidement pour les années à venir. Comme si c'était normal que deux millions de travailleurs et leurs familles soient mis hors circuit, avec des ressources de misère, réduits à choisir entre l'électricité et les repas, ou le loyer. Non, ce n'est pas normal, et il faut le dire bien haut, le faire entendre aux patrons et à tous les bourgeois qui cet été, vont continuer à étaler leur luxe un peu partout. Ceux qui sont responsables du chômage doivent payer ! Déjà, dans les Pays de Loire, Nantes, Angers, Le Mans, à Lyon ou à Paris, des chômeurs commencent à se regrouper, à prendre des initiatives pour se rappeler au bon souvenir de ceux qui les jettent dans la misère. Ces actions, il faut les populariser, et les multiplier : contre le chômage, comme dans la sidérurgie, une seule solution : la lutte.

LYON, LUNDI 25 JUIN

« Transports gratuits pour les chômeurs ! »

« On est chômeur, on veut bouffer, on n'a pas de fric, on ne paie plus ! »

LUNDI 25 juin, 18 h 30. Depuis une demi-heure, les notables lyonnais, de droite et de gauche, ronronnent dans leurs fauteuils profonds. Soudain, les mots d'ordre furent : « Transports gratuits pour les chômeurs, les notables ça suffit, la parole aux chômeurs ! ». Le comité de chômeurs de Lyon est là, et déploie ses banderoles.

Les conseillers de la communauté urbaine de Lyon essaient de poursuivre, comme si de rien n'était. Ce n'est pas facile... « Et les transports gratuits pour les chômeurs ? » questionnent les trouble-sommeil. M. Collomb, le maire, finit par décider une suspension de séance, dans l'attente d'un « retour à la sérénité ».

Bien vite, une quinzaine de chômeurs s'installent à la tribune. L'un deux, assis dans le fauteuil de Collomb, ouvre une « séance extraordinaire », devant un par-

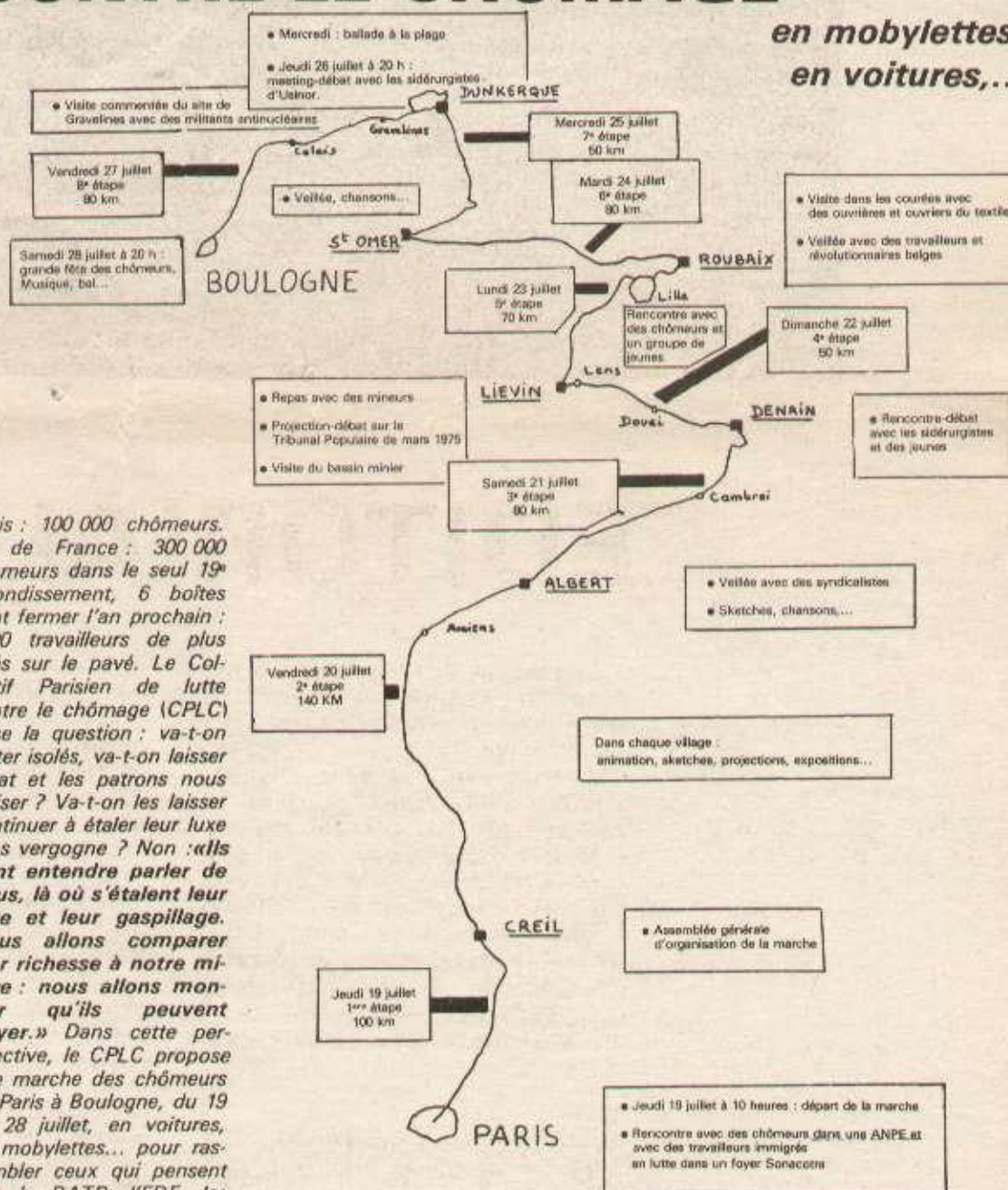
terre ébahi d'élus : « Maintenant, passons aux choses sérieuses, premier point à l'ordre du jour : la situation de chômage dans l'agglomération lyonnaise. Nous allons tout d'abord écouter les témoignages de jeunes chômeurs et intérimaires ».

Très vite, le maire et ses conseillers reviennent accompagnés de gros bras. Pensez donc, des chômeurs ont osé s'asseoir sur le « siège pour lequel ils ont travaillé toute leur vie » comme le dira l'un d'entre eux. Collomb et Hernu, ce dernier étant maire PS de Villeurbanne, élèvent une protestation pour « utilisation de sièges d'élus au suffrage universel ».

Cette initiative-surprise devait être largement popularisée. Ce n'était qu'un début : « A Lyon, les chômeurs sont décidés à faire passer un été mouvementé à la bourgeoisie ».

A L'INITIATIVE DU COLLECTIF PARISIEN DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE MARCHE DE LA JEUNESSE CONTRE LE CHÔMAGE

*en mobylettes,
en voitures,...*

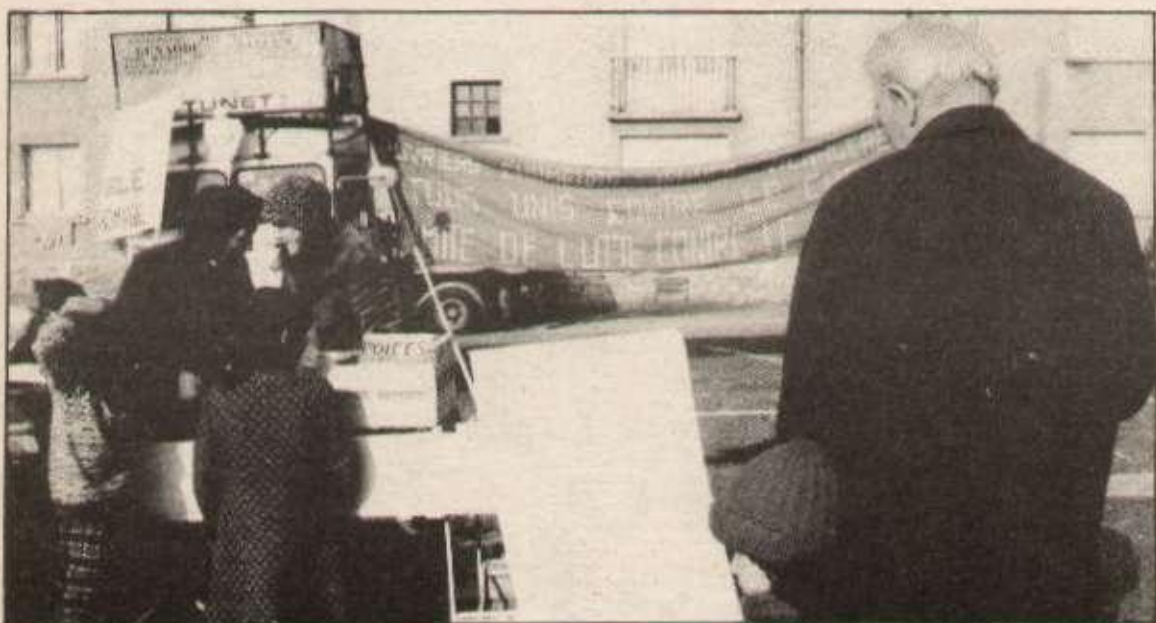


PARIS - BOULOGNE 19 juillet au 28 juillet

CPLC 9 rue du Pré-Saint-Gervais, 75 019 Paris. M^o Place des Fêtes. Tel 209 93 22 (aux heures de permanence)

Permanences : lundi, mercredi et vendredi de 18 heures à 20 heures. Réunions : tous les mercredis à partir de 20 heures.

LE COMITE DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE DE NANTES



Ventes directes : une tradition dans la lutte des chômeurs. Ici au quartier de Montrapon, à Besançon.

Des ventes de légumes à prix coûtant

Déjà deux marchés-animation cet été tenus par le collectif. Organisés dans deux quartiers populaires de Nantes (Bout des pavés, la Battière), ils ont été tous deux des succès, tant au niveau des personnes venues (plus d'une centaine à chaque fois) que des contacts pris par le collectif à cette occasion (12 pour les deux marchés).

Mais pourquoi des ventes de légumes à prix coûtant ?

A Nantes, l'idée n'est pas nouvelle. Ce qui nous semble important au Collectif, c'est de partir du principe que c'est sur la base des réalisations concrètes du Collectif que des chômeurs, des actifs peuvent nous rejoindre. Tenir ces marchés, c'est rendre crédible la volonté d'agir du Collectif. En plus, vu les difficultés de budget qu'ont les chômeurs, ces actions sont d'emblée très appréciées (nous vendons entre 30% et 50% du prix de commerce).

Poireaux, salades, œufs, fraises... Il suffit de quelques produits vendus par des Paysans Travailleurs ou des maraîchers progressistes d'accord sur l'objectif de ces ventes. Tenus le samedi matin de 8h 30 à 11h 30 par une dizaine de membres du Collectif, elles sont l'occasion pour le Collectif de faire largement ses propositions d'actions.

De nombreux panneaux sont réalisés sur la lutte contre le chômage à chacune de ces ventes. L'appel fait par la presse et par de petites affichettes dans

chaque cage d'escalier est déjà l'occasion d'intervenir sur le chômage. De plus, lors de la deuxième vente, plusieurs interventions par haut-parleur ont eu lieu sur le quartier, renforçant encore l'animation. A l'avenir, nous envisageons également de faire appel à des chanteurs, à de petites troupes de théâtre pour faire de ces ventes, des animations-débat vraiment attractives sur le chômage. Innover dans nos formes d'intervention nous semble également important dans la lutte contre le chômage.

PRENDRE DE MULTIPLES INITIATIVES

Pour une caravane-chômage dans la région, début juillet

Refuser la «trêve» des vacances, que voudraient la bourgeoisie, le gouvernement, alors que le chômage ne connaît pas de trêve. Au contraire, mettre à profit cette période pour prendre le contre-pied de cette vaste entreprise de «banalisation» du chômage qui est enclenchée depuis un certain temps. Et cela, plus particulièrement dans notre région, durement touchée par le chômage et qui le sera encore bien plus avec les restructurations programmées de la Navale, de l'électronique, du téléphone.

Développer une animation,
Populariser la réalité du chômage,
Echanger des expériences de lutte contre les licenciements, contre le chômage !

Des familles de plus en plus nombreuses avec les coupures de courant, saisies, expulsées, une disparition quasi-totale des loisirs pour les chômeurs et leurs familles, alors même que des riches dépensent en une nuit à l'hôtel, en une soirée au Casino, ce que

toucher un chômeur pour «vivre» un mois, deux mois et parfois plus. Dénoncer cet aspect scandaleux de la réalité du chômage aujourd'hui est un des objectifs de cette caravane-chômage.

COMMENT ?

Cette caravane serait composée de chômeurs, d'actifs, de jeunes en vacances. Itinérante, elle durerait une semaine environ, se déplaçant en voitures, mini-bus.

A chacune de ses étapes quotidiennes (qui pourraient être : Ancenis, Angers, Chateaubriant, Rennes, Redon, La Baule, Saint-Nazaire, Nantes), cette caravane organiserait elle-même, mais aussi avec l'aide des comités de chômeurs locaux ou associations en accord :

— une animation vivante sur le chômage, en faisant appel à des chanteurs, troupes de théâtre locales.

Manger correctement ou payer EDF

Ce matin, rien que moi, j'ai fait déjà 10 coupures. En tant que militants syndicaux, on fait tout, de manière individuelle, pour retarder la coupure le plus possible. Parfois, on fait gagner un mois ou deux à la famille menacée. Ce que nous déclarait ainsi un militant syndical EDF, au Collectif, on l'avait déjà rencontré dans nos interventions : pour des familles de plus en plus nombreuses, la menace de la coupure pèse, quand elle n'est déjà devenue réalité. Aussi quand arrive le mandat des Assedic, le premier paiement est souvent l'électricité. Manger correctement ou payer EDF, c'est bien le choix auquel, de plus en plus souvent, sont contraints les chômeurs et leurs familles. Certains, même, sont coupés depuis 6 mois, 1 an, ne pouvant pas payer les arriérés. En plus, quand EDF remet le courant, après règlement, il faut, encore, déboursier 58F de frais d'ouverture. Engager rapidement des luttes sur des dossiers de coupure, comme cela a été fait avec succès à Angers ; parvenir, à terme, à imposer le principe de non-coupure aux chômeurs, c'est bien un objectif important dans la lutte contre le chômage.

«En fait, vois-tu, quand on va couper le courant, il n'y a aucune enquête préalable qui a été faite. Chômeur ou pas chômeur, pour EDF c'est pareil.

— des actions symboliques dénonçant l'aspect scandaleux du chômage, mettant en parallèle le luxe de certains et les difficultés des autres.

— des rencontres, échanges d'expériences avec des associations locales, des sections syndicales d'entreprises menacées de licenciements (Huard à Chateaubriant, CGCT à Rennes, Garnier à Redon...).

Avec plusieurs temps forts à Angers, à Rennes notamment. La caravane se déroulera du 16 au 23 juillet et se terminera à Nantes.

Annoncée dans chacune des villes visitées, par une affiche-programme, cette caravane serait aussi un moyen de mobilisation contre le chômage, permettant le renforcement de comités locaux et la préparation de la rentrée.

Ce projet que nous avons, nous le proposons à tous les comités de chômeurs de la région, à toutes les associations qui ont déjà, d'une manière ou d'une autre, engagé la lutte contre le chômage.



LES LIBERTES EN DANGER

Mai 79 : chaque jour ou presque une agression contre les travailleurs en lutte

● **Jeu**di 3 — CRS en force contre les sidérurgistes de la SOLMER (Fos) ;

— Aux blanchisseries de Grenelle (Issy-les-Moulineaux), la direction envoie ses nervis avec leurs chiens contre les grévistes.

— Une quinzaine de nervis agressent les grévistes de l'usine SAM d'Oisème (près de Chartres). Plusieurs blessés.

— A l'INSA de Lyon, intervention des flics contre la centaine d'étudiants qui occupaient l'administration en soutien à la grève des femmes de ménage.

● **Vend**redi 4 — FOS : les commandos de cadres de la SOLMER, armés, attaquent les sidérurgistes. Deux ouvriers blessés.

● **Lundi** 7 — A peine des sidérurgistes de Longwy ont-ils retenu le directeur local d'Usinor que les CRS arrivent en force. Les deux jours suivants ils reviendront à la charge.

● **Mer**credi 9 — Aux aciéries de POMPEY, 300 CRS interviennent contre 60 sidérurgistes qui renaient la direction.

— Aux établissements Munch (à Frouard près de Pompey) les ouvriers entrent en grève. Huit estafettes de gardes mobiles et deux cars de CRS arrivent devant l'usine où étaient rassemblés une cinquantaine d'ouvriers.

● **Sa**médi 13 — Les ouvriers licenciés de l'entreprise de peinture navale Gardella à Marseille sont évacués par la police de la forme 10 du bassin de radoub, qu'ils occupaient.

● **Mer**credi 16 — Intervention des flics pour expulser les grévistes des établissements Soleillant du Puy.

● **Jeu**di 17 — Trois fourgons de police urbaine s'arrêtent devant la Sado (Dunkerque) pour expulser les grévistes. Devant le refus des huit grévistes présents, ils les tabassent sans ménagement. Arrivent en renfort 150 gardes mobiles et 40 flics. Les autres grévistes venus à la rescousse seront chargés par les policiers.

UNE loi qui donne aux patrons le pouvoir d'apprécier si une grève est «justifiée» ou non, et qui leur donne la possibilité «si la situation l'exige» de réquisitionner le personnel, c'est une loi anti-grève. Ça existe en France, depuis le mois d'avril. Cette loi anti-grève ne concerne pour l'instant que les personnels des chaînes de télévision, mais déjà la menace plane d'atteintes similaires dans d'autres secteurs du service public. Segar déclarait-il pas début mai qu'il était prêt à intervenir contre les grèves déclenchées «par une minorité» agissant «hors des formes légales ?» Selon le ministre des PTT, sauvegarder le monopole est à ce prix.

On le voit, le droit de grève est menacé. Mais cette loi anti-grève n'est pas isolée; elle s'inscrit dans le cadre d'une vaste attaque contre les libertés démocratiques. En mobilisant ses flics pour provoquer et agresser les manifestations, en alliant la loi anti-casseurs à la procédure des flagrants délits, en condamnant lourdement les otages du 23 mars ou du premier mai, le gouvernement s'attaque de front à la liberté de manifestation. En faisant voter la loi Bonnet, le gouvernement légalise les prisons clandestines pour immigrés, tandis qu'il prépare l'expulsion massive de centaines de milliers d'entre eux. En faisant interdire de fait l'affichage politique, en s'attaquant aux radios syndicales et aux radios libres, et en les brouillant, en inculquant des journalistes, c'est au droit d'informer que s'en prend le gouvernement.

Il y a là une attaque sans précédent de la bourgeoisie, une attaque qui combine l'adoption de nouvelles mesures à la systématisation des agressions policières contre les travailleurs en

lutte. Pour le seul mois de mai, nous avons recensé une intervention par jour des flics, et nous avons conscience, hélas, que ce triste tableau n'est pas exhaustif.

Qu'on ne s'y trompe pas. Ce que cherche aujourd'hui le gouvernement de la bourgeoisie, c'est à priver la classe ouvrière et les masses populaires des moyens de leur lutte. L'arme de la division ne lui suffit plus, même s'il en use largement, quand il prétend que le départ des immigrés résoudra le problème du chômage, ou encore quand il tente d'assimiler les manifestants à des casseurs.

La bourgeoisie est habituée à calculer, et si elle s'attaque aujourd'hui avec une telle hargne aux libertés démocratiques, c'est parce qu'elle a fait ses comptes : elle voit bien que les travailleurs construisent leur unité progressivement dans les luttes, et elle sait bien quel détonateur immense représente la présence de près de 2 millions de chômeurs.

Nous savons quant à nous la voie à suivre pour lutter contre ces atteintes aux libertés démocratiques. C'est la voie de la construction d'un rapport de forces favorable, à l'image de ce qu'ont fait les sidérurgistes, contraignant la bourgeoisie à relaxer les cinq de Longwy. Nous savons aussi que des dizaines de jeunes otages du 23 mars passeront l'été en prison, tandis que la bourgeoisie profitera, comme à l'habitude, de la période des vacances pour préparer de nouveaux mauvais coups. Alors, il ne doit pas y avoir de temps mort dans notre combat pour les droits fondamentaux de la classe ouvrière et du peuple. Il y va de l'avenir de nos luttes.

● **Nuit de jeudi 17 à vendredi 18** — Déchaînement policier à Longwy. Bilan : plus d'une dizaine de travailleurs blessés, dont certains très gravement, deux journalistes atteints, cinq manifestants inculpés.

● **Lundi 21** — Les cadres agressent les grévistes à la Lainière de Roubaix.

● **Mardi 22** — A la Sollac (usine Patural à Hayange) un commando d'une soixantaine de cadres tente un coup de force contre les grévistes.

— Paris : pour protester contre les licenciements, une centaine de travailleurs du CNRS occupent le siège administratif. La police le fait évacuer.

La police intervient contre les travailleurs de Sacilor-Sollac (Lorraine) qui bloquaient la voie ferrée.

● **Jeu**di 24 — Les CRS évacuent à la Sollac, Hayange, les ouvriers qui occupaient depuis le 17 un passage à niveau.

● **Vend**redi 25 — Aux arsenaux de Cherbourg, charges des gardes mobiles contre les travailleurs venus protester à l'occasion du lancement du sous-marin «Provence».

● **Lundi 28** — La police intervient contre les grévistes des Economats du Centre à Clermont Ferrand.

● **Mardi 29** — Attaques des gardes mobiles contre les travailleurs des Arsenaux de Brest. Un millier d'entre eux manifestant devant la préfecture, les gardes mobiles les chargent et leur lancent des grenades lacrymogènes.

— Deux compagnies de CRS sont envoyées contre les sidérurgistes de la Solmer (Fos) qui occupent la gare de Miramas.

— A Permali (Nancy) les flics interviennent suite à un jugement ordonnant l'expulsion des occupants.

● **Mer**credi 30 — Les forces de l'ordre expulsent douze résidents des deux foyers Sonacotra de Nanterre.

— la police interpelle une douzaine d'ouvriers mis en chômage technique par la SAM et qui étaient venus manifester à la préfecture de Marseille.

LA RICHE EXPERIENCE DU COMBAT CONTRE LES RESTRUCTURATIONS DANS LA SIDERURGIE

Ce n'est pas d'hier que les sidérurgistes doivent faire face aux restructurations capitalistes. Depuis des années, les plans succèdent aux plans, les charrettes de licenciements se suivent de manière presque ininterrompue. La crise a considérablement aggravé le phénomène. Désormais, les maîtres de forges «taillent dans le vif». Ils n'hésitent plus à condamner des villes entières à la désertification. C'est ce qu'ils voudraient faire à Longwy et à Denain par exemple.

Et, il faut bien l'admettre, ils sont parvenus, dans une certaine mesure, à leurs fins... jusqu'au mois de décembre 1978 ! L'annonce des nouvelles mesures décidées en plein accord avec le gouvernement a soulevé une immense protestation ; les bassins sidérurgiques, travailleurs et population, se sont littéralement soulevés. Cela fait maintenant six mois que le combat est engagé, avec ses succès et ses difficultés, ses avancées et ses reculs, avec son objectif invariable : Non aux fermetures, non aux licenciements !

Parmi les riches enseignements de ces six mois, quelques points nous ont paru importants ; nous les développons ici.

La bourgeoisie ne s'attendait certainement pas à une réaction aussi vigoureuse de la part des sidérurgistes lorsqu'elle a élaboré le dernier en date de ses plans acier. Longwy et Denain en tête bien sûr ; mais aussi les grandes unités «performantes», pas directement touchées par les suppressions d'emploi. Il n'y a qu'en Moselle, dans le groupe Solliac-Sacilor, que les réactions ont été moins fortes. Des manifestations massives, des affrontements d'une rare violence avec les CRS, des grèves longues et dures dans les usines «performantes», une mobilisation exemplaire depuis six mois... Pourquoi une riposte d'une telle ampleur intervient-elle seulement maintenant alors que, pour l'essentiel, les précédentes vagues de licenciements et de fermeture n'avaient pas soulevé de riposte de masse ?

A cela, il y a deux raisons fondamentales.

LE CHÔMAGE INSUPPORTABLE

— Le niveau insupportable atteint par les restructurations : De mutations en préretraites, de reconversions en «départs volontaires», le chômage dans le pays en général et dans les régions sidérurgiques sinistrées en particulier, en arrive à un taux où il devient extrêmement problématique de retrouver du travail à court et même à moyen terme. Dans ces conditions, les licenciements dans les bassins sidérurgiques prennent un tour dramatique, encore plus qu'avant. Que faire, où aller ? S'expatrier dans l'espoir de retrouver du travail dans une autre région ? Outre le sacrifice que représente pour un travailleur le fait de tout abandonner (famille, amis, habitudes...), cette «solution» est, elle aussi, devenue très aléatoire. Il n'est pas rare de retrouver des gars qui sont partis de Longwy il y a quelques années, mutés dans d'autres usines à travers la France pour ne pas être licenciés ; puis mutés encore vers Longwy quand se sont posés des problèmes d'emploi dans leur nouvelle place, et aujourd'hui à nouveau sur le point d'être licenciés. Il n'y a plus guère de ces «solutions individuelles» tant vantées par les moyens de propagande du pouvoir. C'est l'occasion d'une prise de conscience pour un grand nombre de travailleurs. Car, en plus, les belles promesses sur les implantations d'usines en remplacement des chantiers sidérurgiques qui vont fermer ne font guère illusion. Les sidérurgistes ont vu de leurs yeux ce qu'il en a été des emplois qui devaient soi-disant être créés à Thionville pour remplacer le haut fourneau : 300 à la Saviem de Batilly, un point, c'est tout !

La lutte, dans ces conditions, est largement apparue comme la seule issue possible.

DES CONDITIONS POLITIQUES NOUVELLES

— La situation politique s'est considérablement modifiée l'année dernière, entre les deux dernières grandes offensives patronales contre les sidérurgistes. Thionville, c'était en 1977, avant les élections législatives. Il y avait bien eu des manifestations,

y compris à Paris. Mais les illusions sur les possibilités électorales pour résoudre les problèmes d'emploi dans la sidérurgie étaient très pesantes. La direction du PCF notamment faisait grand battage autour de la nationalisation de la sidérurgie si la gauche arrivait au pouvoir.

En décembre 1978, la situation de ce point de vue est radicalement différente. La gauche a perdu les élections ; plus question de nationalisations, plus de remède-miracle. Et les élections suivantes sont bien loin. Bien des yeux se sont ouverts. Les capitalistes, eux, n'attendent pas pour pratiquer de larges coupes sombres dans les effectifs sidérurgistes. Ainsi s'est retrouvée posée de manière urgente la question de la lutte pour les en empêcher.

DEPASSER LE TRADITIONNEL

Comment mettre en mouvement ce formidable potentiel de révolte présent dans les bassins sidérurgiques ? Tout le monde ne mettait pas la même chose sous les mêmes mots. Ainsi, certains préconisaient d'en rester au «traditionnel». Tel jour la manifestation, tel autre la délégation. Sans rejeter ces formes de luttes d'emblée, de nombreux militants, et avec eux de nombreux travailleurs, ont compris dès le début qu'il fallait faire plus, trouver d'autres formes d'actions, «percuter» l'ennemi à des endroits sensibles, faire parler de soi, éviter à tout prix l'isolement, l'oubli, le silence. Ce furent les opérations «coup de poing» déterminées, efficaces, n'ayant pas peur d'outrepasser la légalité bourgeoise. Si les militants, lorsqu'ils en parlent aujourd'hui, estiment qu'ils n'ont pas réussi toujours à associer largement les travailleurs et la population à ces actions, il n'en reste pas moins qu'ils ont mis en route une dynamique, un processus nouveau de lutte résolue ; et c'est de très loin ce qui est principal.

DES LUTTES DANS TOUTES LES USINES

Pendant un moment, on a cru à la possibilité d'une lutte d'ensemble dans la plupart des unités sidérurgiques. Pour la première fois peut-être, les travailleurs des

usines «performantes», loin de baisser la tête en s'estimant heureux de conserver au moins leur emploi comme l'espérait la bourgeoisie, ont engagé la lutte. A Dunkerque et à Fos, contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail, conséquences directes de la restructuration d'ensemble, les grèves ont été longues et dures. Dans le même temps, Longwy et Denain développaient leurs actions. Il s'agit incontestablement d'une progression importante de la compréhension par les travailleurs de la politique capitaliste de restructuration.

Les conditions existaient pour une véritable coordination, capable de décupler le potentiel de lutte, capable de marquer des points décisifs dans la construction du rapport de force. Les structures syndicales n'en ont pas voulu ; sans doute de peur que le processus ne leur échappe, étant donné le haut degré de combativité des travailleurs de la sidérurgie. Seuls dans leurs bassins, avec leurs problèmes, les militants ont malgré tout fait des tentatives. Par exemple, la réunion du 6 avril à Dunkerque s'inscrit dans ce cadre. Même s'il n'en est pas ressorti de perspectives concrètes pour la suite, du fait surtout de points de vue différents sur son objectif, cette réunion doit être considérée comme un pas significatif dans les tentatives des travailleurs pour coordonner leurs luttes, pour être plus forts.

DIFFÉRENTES CONCEPTIONS DE L'UNITÉ

Quel spectacle réjouissant pour les travailleurs que de voir les militants, au coude à coude dans l'action, unis, tendus vers le même objectif. C'est arrivé de nombreuses fois au cours de ces six mois de lutte. On a pu voir les militants CGT et CFDT et même parfois FO et CGC mêlés, conscients de la nécessité de l'unité. Cette volonté unitaire contraste singulièrement avec la manière dont les choses se passent, par exemple au niveau des intersyndicales. Certains, en effet, s'ingénient à mettre tous les obstacles possibles à la réalisation de l'unité. Les travailleurs jugent sévèrement de telles attitudes. Les militants eux-mêmes ne mâchent pas leurs

mots pour critiquer ceux de leurs responsables qui, mettant en avant leur esprit de boutique, n'entendent réaliser l'unité que si leur seul point de vue est pris en compte, que s'ils parviennent à imposer leurs propres conceptions ; ceci au détriment, bien entendu, des nécessités de la lutte.

Cette bataille pour l'unité a transformé bien des choses. Ainsi à Longwy par exemple, on a vu nombre de militants et de travailleurs CGT critiquer ouvertement les attitudes sectaires et attentistes de certains de leurs dirigeants et se porter à la pointe de l'action et de la riposte déterminée face aux CRS.

Pour de nombreux travailleurs, le critère n'est plus l'appartenance à telle ou telle organisation, mais l'attitude et les propositions faites pour la lutte, pour son efficacité. Il y a encore beaucoup de chemin à faire dans ce sens, mais sur ce point aussi, les travailleurs et les militants auront appris de ces six mois.

LA LUTTE CONTINUE

Aujourd'hui, les sidérurgistes se trouvent dans des conditions moins favorables pour poursuivre leur combat. Il serait faux de le cacher. Amorçant un certain recul, la bourgeoisie a préféré temporiser un peu ; par exemple en accordant la prime dite «de départ volontaire» de 5 millions, ou en retardant certaines fermetures. Ces mesures ont pu désorienter un certain nombre de travailleurs. Par ailleurs, malgré leur courage, ceux de Dunkerque et Fos ne sont pas parvenus à arracher des revendications significatives. A Longwy et à Denain, le temps est à la réflexion pour déterminer de nouvelles perspectives. Faut-il en conclure que c'en est fini des luttes dans la sidérurgie ? Rien ne serait plus faux. Il y a déjà eu des situations difficiles qui ont été dépassées ; c'était le cas au lendemain du 23 mars, pour ne prendre que cet exemple. Ces six mois ont été riches d'expériences, d'enseignements. Nul doute qu'ils seront mis à profit pour repartir bientôt sur de nouvelles bases. Que les Giscard-Barre ne se fassent pas d'illusions. Les sidérurgistes n'ont pas dit leur dernier mot.

Gérard PRIVAT

Vous voulez savoir où en est la lutte à Longwy, vous faire raconter par le menu les six mois de mobilisation intense qu'a connu le bassin, vous faire un point de vue complet sur la situation... Vous allez à L'UIS-CFDT à Longwy-bas, et vous demandez Robert ou Robert ; s'ils ont le temps... entre une réunion, une prise de parole à l'usine, un tract à rédiger ou une communication téléphonique.

Robert, c'est Blaise, le secrétaire de l'UIS ; il ne paraît pas sa cinquantaine bien sonnée. Actif pour deux, il monte sur ses grands chevaux en moins de 3 secondes mais en redescend aussi rapidement pour reprendre son argumentation ; jusqu'à convaincre.

L'autre Robert, c'est Giovanardi, le responsable CFDT d'Usinor, le leader admiré et écouté par tous les militants ; un peu le «cerveau», bien qu'il s'en défende souvent, dans des accès de modestie. Tous les deux font corps avec la lutte ; ils symbolisent d'une certaine manière, la volonté farouche des travailleurs de Longwy de se battre pour leur emploi, pour leur région.

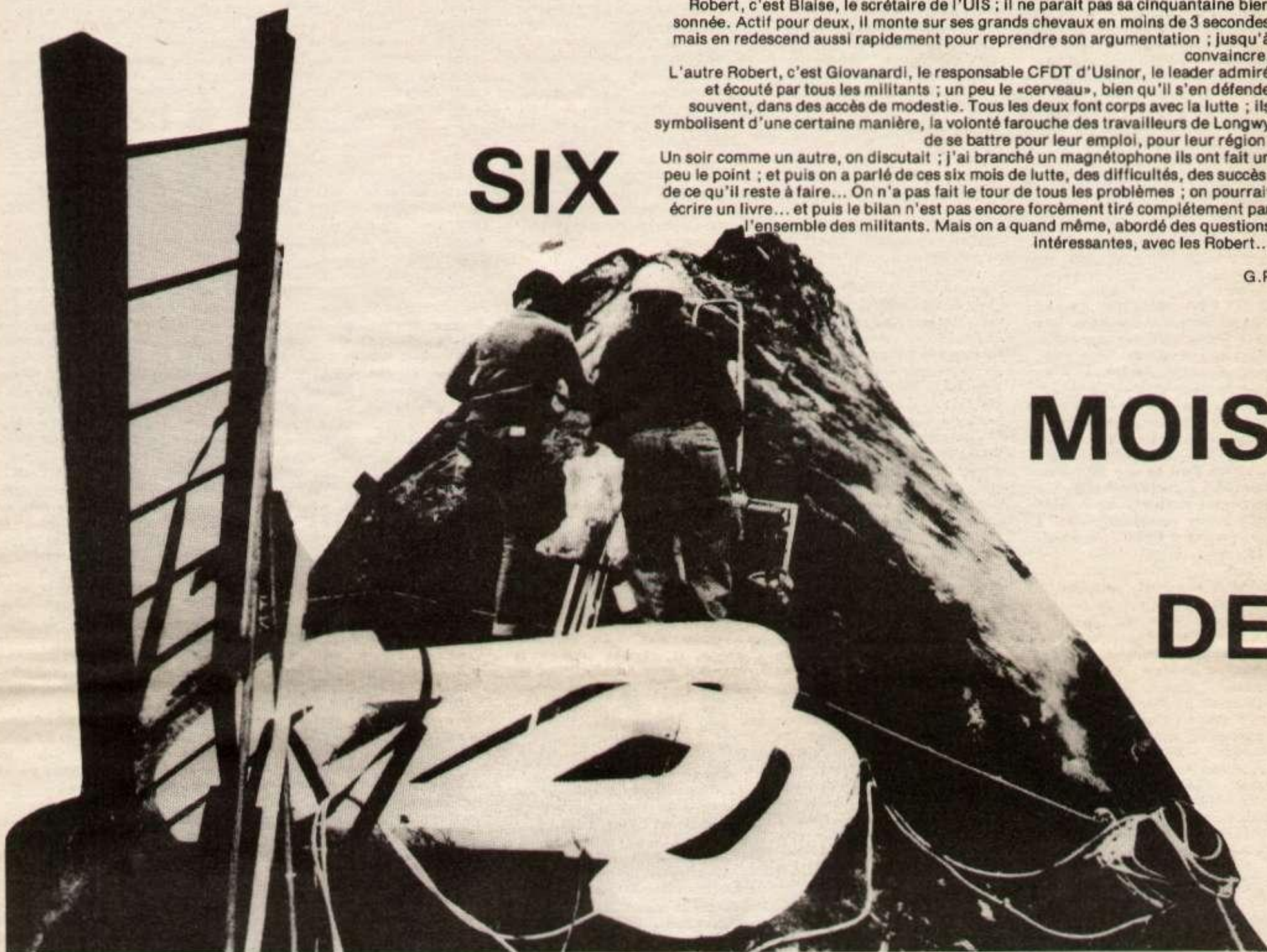
Un soir comme un autre, on discutait ; j'ai branché un magnétophone ils ont fait un peu le point ; et puis on a parlé de ces six mois de lutte, des difficultés, des succès, de ce qu'il reste à faire... On n'a pas fait le tour de tous les problèmes ; on pourrait écrire un livre... et puis le bilan n'est pas encore forcément tiré complètement par l'ensemble des militants. Mais on a quand même, abordé des questions intéressantes, avec les Robert...

G.P

SIX

MOIS

DE



L'installation du SOS en haut du crassier au mois de décembre 1978.

LUTTE A LONGWY : UNE RICHE EXPERIENCE

Entretien entre Robert Giovanardi, secrétaire CFDT d'Usinor,
Robert Blaise secrétaire de l'UIS - CFDT de Longwy
et Gérard Privat

COMMENT était Longwy avant le mois de décembre 1978 ? Y avait-il des luttes ?

Robert Giovanardi : Oui, il y a de nombreuses luttes à Longwy ; sur les classifications, la retraite, l'emploi déjà ; ça démarrait souvent quand les gars touchaient la paie et constataient ce qu'il y avait sur le bulletin. On a même été les premiers à lutter contre le travail en continu en faisant grève le dimanche après-midi. La dernière grande grève, c'était celle de la tôlerie de Mont-Saint-Martin. Je crois qu'on peut dire que la CFDT a joué le rôle d'aiguillon qui a permis toutes ces luttes.

Robert Blaise : Moi, j'ai démarré en 1965. Il fallait partir à zéro, avec des gars qui ne savaient pas très bien ce que c'était, le syndicat. La restructuration en fait a commencé en 65 et porte sur 20 ans. A cette époque, certains disaient qu'il ne fallait pas bouger, que les patrons s'occuperaient de tout. En fait, on s'est « retrouvé à poil », comme on dit... Il n'y a qu'à regarder le bassin de Longwy, il n'y aura bientôt plus qu'Usinor ; Hussigny, Villerupt, Saulnes, tout ça c'est fermé ; la Chiers sera bientôt liquidée.

Là-dessus, avec l'expérience, on a senti à la CFDT qu'il fallait aller beaucoup plus loin que le traditionnel. D'ailleurs, on avait remarqué que les gens n'en voulaient plus, du traditionnel.

► Qu'est-ce que tu appelles le traditionnel ?

R.B. : C'est les journées d'action prévues à l'avance, c'est les manifs-promenades, enfin tout ce qu'on connaît. On en a crevé de tout ça. Nous, on a voulu « percuter » là où il fallait, et comme il fallait.

► Quelle a été la réaction quand les mesures ont été annoncées en décembre 1978 ?

R.B. : Tout a démarré en fait dès janvier 78. Pendant six mois, on a opposé Longwy à Neuves-Maisons pour la construction de la fameuse aciérie à oxygène. Ils ont essayé d'opposer entre eux les travailleurs des deux bassins. Là, il faut dire qu'on a fait un travail d'explication très important. Pendant ce temps-là, les gars de Neuves-Maisons se battaient et à Longwy, c'était le calme plat. On n'aurait pas fait bouger les gars d'un millimètre, tellement ils étaient persuadés que l'aciérie ne pourrait se faire qu'à Longwy. Alors, imagine quand la décision est tombée en juillet 78, il y a eu une grosse déconvenue. C'est ce qui explique qu'il y a eu une colère massive.

Et puis, il y a une chose très importante qui a joué : il n'y a plus aucun débouché maintenant ; tout ferme. Quand ça a fermé à Saulnes par exemple, les gars se sont recasés assez facilement à Usinor, ou au Luxembourg, en Belgique et en Allemagne. Mais maintenant,

c'est terminé, ça ferme partout. Alors, ça a été le grand tollé.

► Oui, on comprend ça. Mais comment expliquez-vous cette riposte aussi forte des travailleurs de Longwy alors que, par exemple, dans les vallées de La Moselle, il ne se passe pratiquement rien. Pourtant, il va y avoir là-bas des milliers de suppressions d'emplois.

R.G. : Je crois que les choses remontent à 1971 pour Sacilor Sollac. A cette époque, les syndicats n'ont pas su réagir. Leur plan acier à eux a commencé en 1971 et, de restructuration en restructuration, ne s'est pas arrêté depuis. Je pense que ça s'est joué à ce moment-là. Les premiers concernés, c'étaient les travailleurs de Knutange. Il faut le dire, il y a eu là-bas une non prise en charge des syndicats, alors qu'il y avait une amorce d'action dure par les

conscience assez large de ce qu'est le capitalisme ; il y a des illusions qui sont tombées. Les gars se sont rendus compte concrètement du rôle du patron, du gouvernement et aussi de celui des organisations syndicales. Il y a eu de nombreux éclaircissements qui se sont faits pendant cette période.

Un des points importants, c'est l'expérience qui a été faite de la répression. Avant, ce n'était pas évident de « percuter » l'appareil répressif comme ça.

R.B. : Au train-fil par exemple, on a sorti une équipe toute nouvelle de jeunes militants dans le cours de la lutte. Et puis on a senti toute une frange de sympathisants qu'on ne connaissait pas avant.

R.G. : On l'a vu particulièrement pendant la grève de l'aciérie. On a discuté avec pas mal de gars à ce moment-là, et on s'est aperçu qu'il y en avait beaucoup qui se retrouvaient

R.B. : Si les gars voyaient que l'enjeu à l'intérieur des baraques vaut vraiment le coup, ils n'hésiteraient pas à s'engager dans la grève et à perdre du fric. Le problème, c'est qu'ils ne sont pas du tout sûrs du résultat, et c'est pour cela qu'ils hésitent. A la Chiers, c'est très clair. Les gars sont persuadés que l'usine fermera au mois d'août et qu'on ne peut pas l'empêcher. Là, je pense que nous, on devrait se creuser un peu la cervelle sur ce problème.

R.G. : C'est vrai qu'il y a aussi les échecs qu'ils ont rencontrés dans le passé et qui pèsent. Enfin, n'empêche : les gars ne voient pas l'intérêt de faire grève dans une usine que les patrons veulent fermer. Ils pensent que c'est différent dans une boîte comme Solmer où là, il faut « percuter » directement la production.

► Pendant ces six mois, il y a eu de nombreuses dis-



gars de Knutange ; ils étaient en grève, ils ont été délogés par les CRS et on les a laissés tomber. Depuis, je crois qu'ils payent ça ; les syndicats n'arrivent pas à remonter la pente.

Il faut dire aussi qu'à partir de 72-73, ça a été « nationalisation, programme commun » ; ça n'a pas favorisé les possibilités de lutte. Nous ici, à la CFDT, on a toujours dit, même avant les élections, que si la gauche arrivait au pouvoir, ça ne réglerait pas les problèmes. On disait : si ce n'est pas la gauche, on ne sera pas battu, parce qu'on a d'autres perspectives ; et si c'est la gauche qui passe, on sera là pour exiger que la volonté des travailleurs soit satisfaite. On n'a pas été pris au dépourvu.

► En six mois de lutte, il doit y avoir pas mal de choses qui changent...

R.G. : C'est vrai que pour les militants, et pour de nombreux travailleurs, bien des choses ont changé. Il y a eu une prise de

dans nos positions.

Il faut dire aussi que la CFDT est partie de pas grand chose à Longwy, face à la superpuissance de la CGT. D'ailleurs, on a usé aussi des militants pour nous développer, faire connaître nos idées, nos positions.

► On a été frappés par une chose : la facilité avec laquelle les mobilisations se font à l'extérieur des usines. On l'a vu au relais de télé, devant les grands bureaux à Mont-Saint-Martin. Ou encore pour défendre les radios. En peu de temps, plusieurs milliers de personnes se rassemblent. Par contre, à l'intérieur des boîtes, ça ne marche pas très bien ; on l'a vu l'autre fois à Senelle. Peut-on l'expliquer seulement par le fait que les gars ne veulent pas perdre d'argent ? Parce qu'en définitive, c'est quand même dans les usines que ça se joue, non ?

cussions. Comment s'est passé le débat entre les militants et les travailleurs ?

R.G. : Là, c'est un point négatif. Il n'y a pas eu vraiment de dialogue de notre part avec les gars. Il y a eu des discussions comme ça sur les chantiers, mais il n'y a pas eu le syndicat devant les travailleurs. C'est vrai que cela présente des difficultés. On ne va pas réunir comme ça 2000 gars et leur dire : allez-y, prenez la parole. Mais je pense qu'il aurait fallu une confrontation, un débat public des syndicats, avec les travailleurs. Il aurait fallu organiser ça, c'était possible.

► Pourquoi cela ne s'est pas fait ?

R.G. : On a été très gênés par l'attitude de la CGT. C'est vrai qu'ils ont le rapport de forces favorable pour eux dans l'usine, et ils n'ont pas éprouvé le besoin de la confrontation. Ils avaient

leur ligne toute tracée. Ils ont bien récupéré quelques formes de luttes qu'on avait mises en place, sans en prendre d'ailleurs le contenu, mais leur projet restait l'occupation, l'occupation à tout prix. Ils n'ont pas vraiment pris en compte ce que voulaient les gars. On a vu ce que ça a donné.

► Tu abordes là le problème de l'unité syndicale. Sur ce plan, ça ne marche pas très fort à Longwy. Comment cette situation est-elle ressentie par les travailleurs ?

R.G. : C'est un vrai problème ; un frein énorme. Les gars y sont très sensibles. On voit que les actions décidées et menées dans l'unité sont bien perçues et mobilisent les gars. Mais quand il y a des frictions, quand ça part chacun de son côté, c'est très difficile de sensibiliser les gars. Nous, on a toujours fait des propositions pour faire de l'intersyndicale un outil de lutte pour les travailleurs et la population. On a mené de sacrées bagarres au niveau de l'intersyndicale. C'est qu'au début ils voulaient s'en prendre au minier étranger mais aussi à l'acier étranger. Nous, on a dit qu'on n'était pas d'accord pour l'acier au moins, car on était bien obligé de transiger. Mois j'ai dit : « Ça commence par l'acier allemand et ça finit avec le travailleur immigré ». C'est pourquoi, nous on s'en est pris aussi au minier lorrain.

► Il y avait eu, il y a quelque temps, une réunion presque publique de l'intersyndicale : vous en aviez tiré un bilan positif. Pourquoi cela ne s'est-il pas poursuivi ?

R.G. : Oui, il y avait des travailleurs qui étaient venus et qui voulaient participer à la réunion. Même nous, quand on a vu les 300 gars qui étaient là, on était un peu dépassé. On leur a dit : « Attendez les gars, il faut d'abord qu'on se mette d'accord entre syndicats ». Mais ils ne voulaient pas attendre.

Oui, il aurait fallu continuer. On avait ouvert la porte dans cette voie, mais ça n'a pas vraiment suivi après.

R.B. : C'était vraiment très positif, très riche. Tu te rends compte : 300 gars qui viennent « percuter » l'intersyndicale, ça fait du bruit. Pourquoi cela n'a pas été poursuivi ? Les autres syndicats n'auraient peut-être pas continué d'envoyer leurs représentants à l'intersyndicale dans ces conditions. Et puis, il y avait un gros travail qui se faisait par derrière pour persuader les gars de ne pas aller dans cette voie.

R.G. : Il faut dire aussi qu'à cette époque, on était en rapport de forces favorable et qu'on n'avait pas de problèmes avec notre fédération syndicale. Mais après, il y a eu la marche du 23 mars, on s'est retrouvés court-circuités. On en a pris un coup à

ce moment-là. Je me souviens que c'est à partir de là que l'on n'a pas su continuer cette expérience.

R.B. : Oui, le 23 mars, c'était un rude coup pour nous ici. Il faut dire qu'il y avait toute une mécanique qui s'était mise en place avant. A ce moment-là, les fédérations et les confédérations ont pris la lutte en main. Ce n'était plus la lutte des gars de Longwy mais celle des confédérés.

Nous, on ne voulait pas que Paris soit un point final ; on voulait que ce soit une véritable convergence des luttes, ça n'a pas été le cas. Aujourd'hui dans la mémoire des gars, le 23 mars, ce n'est pas un bon souvenir.

► Cependant, sur la question de l'unité, il y a une chose qui frappe : les militants, les travailleurs, qu'ils soient CGT ou CFDT, on les voit côte à côte dans les actions.

R.G. : Oui, c'est très net : dans l'action, ils se retrouvent. Les gars de Senelle nous le disaient l'autre jour : hé, la CFDT, soyez avec nous dans la grève, on était avec vous au relais de télé.

► Au départ à Longwy, l'impulsion, la dynamique de lutte, ce sont les fameuses opérations «coups de poing» ?

R.G. : Oui, c'est ce qui a mis la mécanique en route. Mais nous, on aurait voulu aller plus loin dans ce type d'action : on voulait faire des opérations qui mobilisent les travailleurs et la population ensemble. Par exemple, c'est dans cet esprit qu'on avait fait les barrages de route au moment de Noël 78. C'est aussi dans ce sens qu'on voulait lancer la grève des impôts ; mais celle-là, on l'a loupée.

On voulait des actions, mais on aurait voulu qu'elles soient plus reprises par les gens. Parce que pour les coups de poing, les gens sont là surtout en soutien. Il y a toujours le rapport «minorité qui pense et qui impulse» d'un côté, et «majorité qui soutient» de l'autre. On aurait voulu qu'il y ait des actions qui soient prises, réfléchies, étudiées par les gens. L'occupation du relais de télé était un peu dans ce sens-là.

R.B. : On a quand même loupé une bonne occasion avec la grève des impôts. C'était une action qui aurait permis une très large participation ; mais pour la réussir, il fallait qu'elle soit prise en compte par l'intersyndicale. C'est là qu'il y a eu des blocages. Et puis après, la CGT poussée par ses gars a précipité les choses en allant occuper l'hôtel des impôts pour faire figuration et ça a fait capoter les choses.

R.G. : Dès le départ on avait dit : il faut qu'on aille dans les quartiers pour mobiliser les gens, pour discuter avec eux. On avait même avancé l'idée de se servir de la radio pour ça. Mais c'est

vrai qu'on a eu du mal avec nos propres militants ; ils n'ont pas vraiment suivi dans ce sens ; encore qu'on a sans doute manqué une occasion quand il y avait un climat de fièvre, de les mobiliser pour aller dans les quartiers. Ce manque, je pense qu'on le paye aujourd'hui. Quand il y a des opérations bien préparées, les gens viennent. A chaque fois qu'ils ont eu les

Le problème, c'est d'arriver à faire que les travailleurs soient plus partie prenante. Ce qu'on a fait, c'est bien, c'était nécessaire, mais ce n'était qu'une minorité qui portait ça. Même à l'aciérie, c'est nous qui avons émis l'idée du blocage de la production. Mais on avait dit aux gars : «Il faut qu'on en discute». On aurait voulu en débattre. Il n'y avait pas volonté unanime de

che d'industrie. On connaît le processus : des milliers de suppressions d'emploi d'un côté, des conditions de vie et de travail aggravées de l'autre. Il y a eu, il y a encore des luttes dures, déterminées dans de nombreuses usines et bassins sidérurgiques. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'actions coordonnées ?

restructuration. Il y a eu une levée de boucliers de tous les militants. D'autre part la CGT sur cette question n'avait aucune perspective.

Les directions syndicales n'ont pas donné les moyens aux gars de se préparer à l'idée d'avoir une lutte d'ensemble contre les plans acier. Ils ont laissé les choses aller comme ça ; chaque section syndicale devait se débrouiller. C'est vrai aussi qu'il y a encore un esprit de boutique qui est très marqué dans nos sections syndicales.

► Vous avez quand même envisagé de vous retrouver entre travailleurs des différents bassins en convoquant une réunion le 6 avril à Dunkerque. Qu'est-ce qui fait que cela n'a pas été poursuivi après ?

R.G. : C'étaient les copains de Dunkerque qui avaient pris l'initiative de la réunion. Ils voulaient déjà le faire avant la marche sur Paris, ils pensaient que ça remobiliserait chez eux. Nous on a dit : attendez les gars, on fera ça après Paris ; il faut garder une perspective. Et puis on voulait que ce soit un forum pour essayer de discuter sur les formes d'action, alors que les copains de Dunkerque étaient plutôt pour une manif. En fait le débat, le 6 avril, a porté sur le fait de savoir s'il fallait discuter ou faire une manif. C'était encore une occasion manquée, alors que ça aurait pu être très positif.

R.B. : Moi, je crois quand même que c'était très bien d'avoir réussi à réunir des gars des différents syndicats de toutes les boîtes pour discuter. Il a manqué une organisation pour que ce soit vraiment productif. L'idée sur le fond était très bonne, il faudra la reprendre.

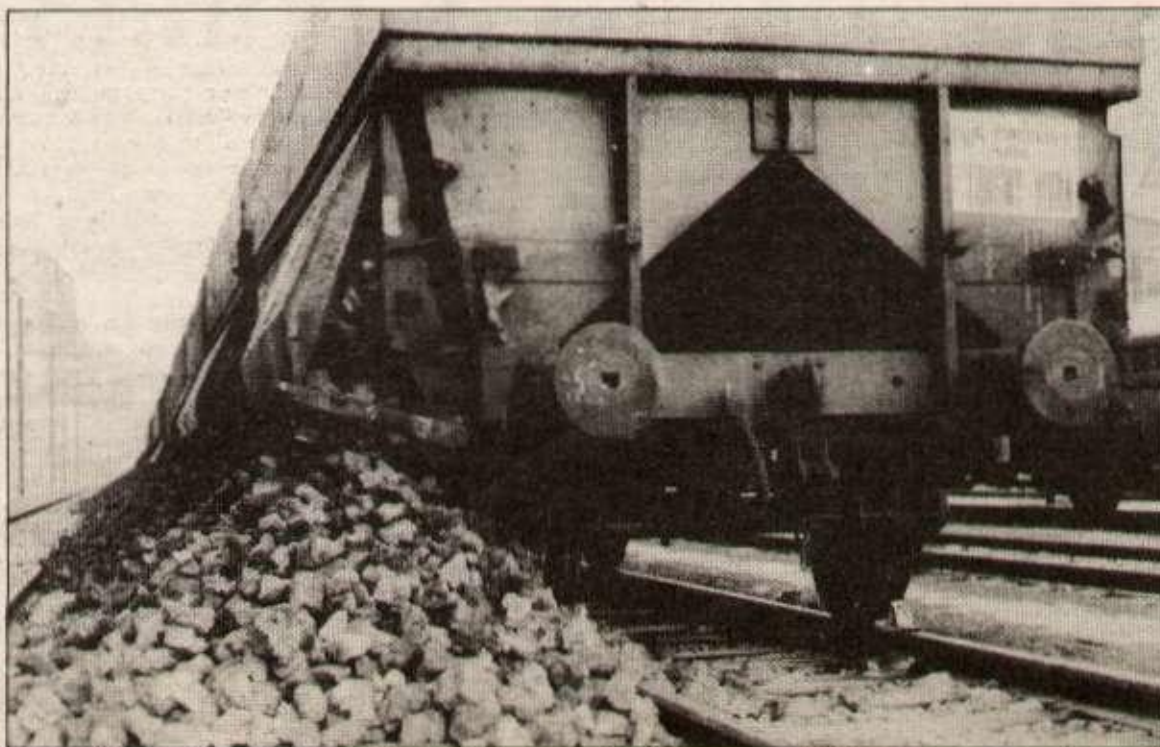
► Et aujourd'hui, comment voyez-vous les choses ? En tenant compte du fait que Longwy est un exemple pour la classe ouvrière. Si ça casse à Longwy, c'est un coup dur pour toute la classe ouvrière.

R.G. : On a remué pas mal de terre en 6 mois, maintenant ça fait des bosses. Il y a un peu d'amertume des gars qui se retrouvent un peu sans perspectives. On n'arrive plus tellement à avancer.

R.B. : Aujourd'hui on est un peu dans le creux de la vague. Mais moi je ne m'en fais pas trop. Ça peut repartir demain ou après-demain. Je ne pense pas que les gens de Longwy soient démobilisés. Tout dépend de ce que l'on sera capable de leur proposer. Maintenant, il faut que ce soit vraiment valable si on veut avoir les gens.

R.G. : Déjà il y a la position de notre fédération syndicale qui est pour la restructuration. Il y a eu une AG à Farnack de tous les militants de la sidérurgie le 21 septembre 1978. C'était au moment où les travailleurs de Sollac avaient commencé à se poser la question de la lutte. Cette réunion devait discuter sur la manière de se battre dans la sidérurgie. Et là, la fédé a dit tout crûment qu'il fallait accepter la

► La restructuration touche tous les travailleurs quand elle s'attaque à une bran-



Opération coup de poing réussie

Les inculpés relaxés sont accueillis à la sortie du tribunal de Brie



conditions pour le faire, ils se sont mobilisés. Sur la place en bas, au moment de l'occupation du relais, on avait bien rassemblé mille personnes en soutien dès le début. Mais, c'est vrai, il y a la responsabilité des organisateurs qui ne savent pas maintenir le lien avec les gens. Et puis nous, on n'a pas de relais. La CGT elle, a ce relais, dans l'usine notamment avec son potentiel militant. Nous, on ne l'a pas.

débattre avec les gars de la part de tous les syndicats. L'occupation leur a été presque imposée. C'est pour cela que ça n'a pas bien marché. Maintenant, on le paye. Si on a des difficultés à mobiliser, c'est qu'on a fait des erreurs de ce type là.

Du SOS de Longwy à la grève de la Solmer



La sous-préfecture de Briey «visitée» le 6 février



Les 7 et 8 mars, les travailleurs de Denain affrontent les flics, dans la rue.



Les travailleurs d'Usinor-Dunkerque en lutte pour les salaires et les conditions de travail.



Les travailleurs de la Solmer (Fos-sur-mer) à Cannes

Début décembre, le plan de restructuration est annoncé par le gouvernement : 15 000 licenciements en Lorraine, 6 000 dans le Nord ! Aussitôt, la mobilisation s'engage. Le 9 décembre, un SOS est allumé sur le crassier de Senelle à Longwy, par la CFDT. Le mercredi 13 décembre, plusieurs milliers de travailleurs d'Usinor-Denain (Nord) - 6 000 d'entre eux sont menacés de licenciement - parcourent les rues de cet-

6 MOIS DE LUTTE POUR L'EMPLOI

• 30 JANVIER :

Les travailleurs de la Chiers-Longwy à l'issue d'un nouveau C.E. devant annoncer la fermeture, ripostent à nouveau en «retenant» trois cadres. Ils sont agressés par les flics, munis de haches ! Les sidérurgistes, dans l'après-midi, assiègent le commissariat : «Ils ont attaqué l'usine, on attaque le commissariat !» Dans le Valenciennais, où plusieurs milliers de travailleurs d'Usinor Denain se voient confirmer leur licenciement, plusieurs gares et postes de triage sont bloqués.

• 6 FEVRIER :

«Importante» réunion avec Boulin qui fait semblant de négocier. Riposte à ce simulacre de négociations : la sous-préfecture de Briey, dont dépend Longwy, est mise à sac par les sidérurgistes, pendant que les travailleurs de Denain «retiennent» leur direction et qu'à Usinor-Dunkerque, des premiers débrayages pour la solidarité et les salaires ont lieu, préfigurant la longue grève qui va avoir lieu.

• 9 FEVRIER :

Les sidérurgistes d'Usinor-Denain et Trith-Saint-Léger regroupés dans 47 bus, montent à Paris pour faire parler d'eux, en bloquant le périphérique ; pendant plusieurs heures les travailleurs, après avoir été littéralement agressés par les flics, vont les affronter dans des combats extrêmement violents qui feront de nombreux blessés. La bourgeoisie, qui voulait faire passer le cas de Longwy comme un «cas à part», échoue dans sa tentative ; la lutte d'Usinor-Denain, les problèmes de l'emploi dans cette région, sont désormais largement connus !

• 16 FEVRIER :

Journée nationale d'action dans la sidérurgie. 24 heures d'actions ininterrompues à Longwy, tandis qu'à Valenciennes, chose qui n'a pas été vue depuis longtemps, des dizaines de milliers de travailleurs et la population descendent dans la rue.

• 22 AU 25 FEVRIER :

La CFDT occupe l'émetteur TDF de Longwy : «Télé SOS-Emploi» est né et fait sa première émission. Des milliers de Longoviciens visitent le relais TDF réoccupé. Devant les flics qui investissent le relais, les sidérurgistes investissent pour la seconde fois le commissariat.

• 6 AU 10 MARS :

Le 6, les flics arrêtent un car de sidérurgistes de Denain, matraquent et frappent violemment ces derniers !

Du 7 au 8, les sidérurgistes avec la population à leurs côtés, en riposte, vont assiéger à leur tour le commissariat de leur ville et affronter durant deux jours les CRS, pour leur faire payer leur brutalité. Le samedi 10, plusieurs milliers de travailleurs sont dans les rues de Denain, manifestation que va tenter de récupérer le PCF, ce qui sera dénoncé par de nombreux manifestants.

• 14 MARS :

L'autre aspect de la restructuration dans la sidérurgie est mis en cause à Fos : contre le blocage des salaires (300 F pour tous), pour l'amélioration des conditions de travail, les secteurs des haut fourneaux et de la centrale soufflante (des HF) sont touchés.

• 15 MARS :

La CFDT de Longwy occupe la centrale à oxygène d'Herseange, qui sera coupée partiellement à plusieurs reprises.

• 17 MARS :

Création par la CGT Longwy de Radio Lorraine Cœur d'Acier.

• 23 MARS :

Trois sidérurgistes de Longwy sont arrêtés à l'occasion

de la ville ; le 15 décembre, *Radio SOS Emploi*, radio de popularisation à l'initiative de la CFDT Longwy, débute sa première émission ; le 19, 20 000 personnes participent à la journée «ville morte» à Longwy. Le 20, 200 travailleurs de la Chiers Longwy (qui doit fermer en août 1979) bloquent le Comité d'entreprise qui est reporté. Le 4 janvier va voir 4 000 sidérurgistes, dont 50% de Longwy, investir les rues de Nancy et affronter les flics.

Le vendredi 12 janvier, plusieurs dizaines de travailleurs sont dans les rues de Metz.

de la marche sur Paris organisée par la fédération CGT. L'oxygène est coupé à la centrale d'Herseange par la CFDT-Longwy, par solidarité avec les travailleurs arrêtés.

• 26 MARS :

Les radios de Longwy sont brouillées par des hélicoptères. La CGT occupe le relais TV en riposte.

• 31 MARS :

Les travailleurs du parc à brames de Dunkerque partent en grève pour les effectifs et une classe d'augmentation pour tous. Les travailleurs des hauts fourneaux 1 et 2, menacés de lock-out, ripostent d'une manière offensive avec leurs autres camarades haut-fournistes, en se déclarant en grève pour 300 F, la 5^e équipe et la levée du lock-out.

• 6 AVRIL :

Fos, Dunkerque, Denain, Longwy en lutte : Malgré la confusion entretenue et le sabotage des directions syndicales, la rencontre de Dunkerque permet aux sidérurgistes de débattre ensemble directement. La voie de la lutte s'y exprime avec vigueur.

• 10 AVRIL :

Les fédérations syndicales de la métallurgie appellent à une journée sans acier. Ce mot d'ordre sans lendemain, laissé à l'appréciation des sections de base, les travailleurs d'Usinor-Denain, notamment, le concrétiseront durant plusieurs jours en diminuant le nombre de coulées de fonte. La SMN, les Benne Marel (Rives-de-Gier), s'associeront à l'appel des syndicats.

• 20 AU 23 AVRIL :

Les hauts fournistes de Fos qui jusqu'ici s'étaient opposés à l'arrêt, faisant couler la fonte à terre, doivent mettre les charges d'arrêt dans les haut fourneaux : 2 500 travailleurs des entreprises sous-traitantes étant lock-outés, la fonte ne peut plus être déchargée. Deux délégués, (Bernard Claireau de la CFDT, Serge Dees de la CGT) reçoivent une lettre de licenciement. Cette répression s'accroît un peu plus tard par d'autres sanctions du même genre.

• 25 AVRIL :

Grève des aciéristes d'Usinor Longwy contre douze mutations, premier pas vers la restructuration.

• 7 MAI :

Des milliers de travailleurs se rassemblent pour soutenir les sidérurgistes qui «retiennent» la direction d'Usinor-Longwy contre les mutations. Les flics, intervenant, doivent repartir devant la mobilisation.

• NUIT DU 17 AU 18 AVRIL :

Des milliers de travailleurs de Longwy, se rassemblent au relais de télévision après la confirmation par Boulin des 21 000 licenciements dans la sidérurgie. Les flics chargent violemment les manifestants. Des affrontements faisant plusieurs blessés, dureront jusqu'à 3 heures du matin. Cinq personnes, quatre travailleurs de Longwy et l'envoyé spécial du «Quotidien du Peuple» sont arrêtés et inculpés !

• 23 MAI :

Les hauts fournistes de la Solfac en Moselle partent en grève pour les 400 F et un 7^e fondeur.

• 23 MAI :

Les cinq inculpés de Longwy sont relaxés sous la pression et la mobilisation de la population. C'est la première victoire importante des sidérurgistes et des travailleurs qui sont à leurs côtés dans la lutte pour l'emploi. C'est la preuve que des reculs peuvent être imposés au pouvoir pour peu que le rapport de forces et la mobilisation l'y obligent !

Basse-Normandie : une offensive nécessaire à l'heure des restructurations RVI BLAINVILLE

Par François
MARCHADIER

Mai-juin : quatre semaines de blocage des deux usines RVI de Blainville et Limoges. Blainville, depuis janvier 68 et le printemps 74, c'est une usine en pointe dans les luttes en Basse-Normandie. Cette fois-ci, les revendications n'ont pas pu être arrachées. Mais le patron n'en sort pas vraiment renforcé. Ni les travailleurs affaiblis.

1968 : La Saviem de Blainville acquiert sa réputation de phare des luttes en Basse Normandie.

1973 : une grève victorieuse est suivie de quatre semaines de luttes en 1974. C'est une confirmation, les travailleurs de l'usine méritent toujours leur réputation de fer de lance de la combativité ouvrière. Mais cette fois, la forte division syndicale aidant, le patronat croit pouvoir se montrer intransigeant. L'occupation, les nombreux meetings dans les villages alentour ne permettront pas d'arracher la revendication principale : 1 700 francs pour tous. Cet échec pèsera lourd, jusqu'en 1979, l'usine ne connaîtra plus que luttes sectorielles et mobilisations ponctuelles.

D'importantes mutations

Ces trois dernières années l'embauche est bloquée ; par divers autres moyens les effectifs diminuent fortement et sont ramenés à 6 200 personnes toutes catégories confondues. Autre mutation : la proportion d'ouvriers pratiquant une activité paysanne en plus de leur journée à l'usine diminue sensiblement. Néanmoins, la Saviem compterait encore, dit-on, environ 60 % de travailleurs résidant en zone rurale.

Dans un rayon de 45 km nombre d'entre eux empruntent chaque jour les services de ramassage de l'usine...

Sur cette toile de fond, la crise, celle du poids lourd, intervient. Les ouvriers se voient imposer du chômage partiel en-veux-tu-en-voilà. Nombre de travailleurs passeront ainsi 92 jours en trois ans à la maison, dont 32 jours rien qu'en 78, indemnisés à 70 % seulement. Cette année là, la perte s'élève à environ 200 francs par mois pour un OS.

Jusque vers la fin 1978, se développe dans l'usine une curieuse atmosphère : alors que sur les chaînes les cadences ne cessent d'augmenter, dans d'autres services la galère donne l'impression d'aller à la dérive ; certains ouvriers disent en riant : « Dans mon atelier c'est le club méditerranée ». Les temps de pause s'allongent, on se rhabille de plus en plus tôt...



Quelquefois trois ouvriers sont affectés à la même machine. Les chefs se montrent complaisants, c'est l'époque des mutations dans tous les sens. On parle d'ouvriers affectés à une section «fantôme». Les bruits les plus fous courent dans les ateliers : «La boutique va fermer dans quelques mois» ou «2 000 gars vont recevoir leur lettre de licenciement» sans oublier le fameux «c'est sûr, notre atelier va être déménagé à Vénissieux». Naturellement tout ce qui est peu ou prou investi de responsabilité dans l'usine amplifie démesurément ces rumeurs, en assurant être dans le secret des dieux : «Si, si, je vous l'assure, cela va être un sacré coup de tabac !».

Saviem et Berliet enfantent RVI

Le climat de l'usine connaît un profond bouleversement vers la fin 78, lorsque la Saviem épouse Berliet pour enfanter RVI. La formation des chefs est prise en main, le virus Berliet leur est inoculé, ils se montrent plus royalistes que le roi lorsqu'ils reviennent de leurs cours de «psychologie ouvrière» et de «relations sociales».

La forte combativité des ouvriers de la Saviem va-t-elle être remise en cause ?

Ce n'est pas si facile ! Vers la fin de l'année, ce qui n'est qu'un très banal fait divers le montre : la police découvre chez un ouvrier deux pinceaux à la marque de l'usine. Coup de téléphone de la police à la direction qui veut licencier le «coupable». Spontanément,

c'est la révolte. Débrayage et manifestations se multiplient dans l'usine. Les bureaux de la direction sont occupés. 2 000 ouvriers scandent : «Nous sommes tous des voleurs». Bref on obtient la réintégration de l'ouvrier sanctionné. Cette victoire renforce la conviction que le potentiel de combativité de l'entreprise est intact.

Primes de départ : la surprise

Arrive le mois de janvier. La fusion avec Berliet amène la direction à vouloir se débarrasser d'une partie de son personnel. RVI propose des primes de

sont même revenus à l'usine quelques semaines plus tard pour savoir s'il y avait de l'embauche... Enfin il y a ceux qui disaient : «Tant qu'à être licencié demain avec rien dans les poches, autant partir aujourd'hui avec le pactole...».

Ceux qui restent se consolent en se disant que, ce dégraissage effectué, les licenciements tant redoutés seront probablement différés ou moins massifs qu'on aurait pu le craindre. Pourtant la direction a eu beau baptiser ses primes du joli nom «d'incitation au départ» elles ont bien été interprétées comme des primes de licenciement. Un militant du PCF le confirme : «On le verra bien en mai quand les gars

Les appels lancés à toute l'usine pour qu'elle entre en lutte ne se perdent pas dans le désert... Les actions sectorielles se multiplient à Blainville même.

Grève perlée et répression

Un O.S. de la chaîne Gamme Haute raconte la lutte sur sa chaîne : «On s'était divisés en quatre groupes. On se mettait en grève une demi-heure à tour de rôle. Au total, en une heure de grève par poste pour chaque ouvrier, on sortait 10 cabines au lieu de 21... Ça rappelait le mouvement de 1974. Mais la direction a annoncé qu'elle prati-



L'HOMME DU DIALOGUE ET LE NOTABLE

«Je suis un homme de dialogue» déclarait le préfet du Calvados au cours du conflit. Quelques jours plus tard, il faisait intervenir ses casqués...

La haine des grévistes visait tout particulièrement le maire de Caen, M. Giraud, qui, la veille de l'intervention policière, dénonçait les grévistes comme «une poignée d'anarchistes irresponsables». Déjà, il y a quelques mois, il s'était attiré la haine des travailleurs en faisant intervenir sa police contre les pompiers grévistes.

Notable PR soutenu par le RPR, Chirac, dit-on ne manque pas une occasion de venir baisser les pieds de M. Giraud.

Habile, il s'est permis d'alloquer aux grévistes résidant à Caen une subvention. Cela n'a évidemment pas manqué d'irriter les municipalités de gauche à la périphérie de RVI qui ont fait remarquer avec perspicacité que c'était là un acte électoraliste. Certes, mais comment qualifier le geste de la municipalité PCF de Blainville qui faisait distribuer un café gratuit aux grévistes, jusqu'au 10 juin, pas un jour de plus.

départ caculées en fonction de l'ancienneté : cinq ans donnent droit à environ deux millions et demi de centimes, 20 ans à 5 millions. Tout le monde sait que la direction espère ainsi obtenir le départ de trois à quatre cents femmes dont le mari est également salarié de l'usine. Bien que timide au départ, le mouvement d'inscription sur les listes s'accéléra. Quinze jours avant la clôture des inscriptions, 7 à 800 candidatures sont recensées, pour l'essentiel des hommes...

La direction est la première surprise. Un militant se souvient : «Il y avait ceux qui avaient reçu un coup de bambou en mars 78 et qui ne s'en étaient pas remis ; il y a ceux qui sont encore jeunes et qui, intensément exploités sur les chaînes, en avait vraiment ras-le-bol de l'usine ; sans parler de ceux qui ont vu là l'occasion de régler d'un chèque un crédit qui sans cela les auraient enchaînés pour plusieurs années.

Quelques uns ont aussi eu l'illusion qu'ils pourraient ouvrir un petit commerce. J'en ai d'ailleurs revu certains, ils pointent encore à l'ANPE. Une partie

monteront dans les bureaux exiger une augmentation : ils diront à la direction : «Vous avez bien trouvé du fric pour licencier 700 personnes en janvier, alors ne dites pas qu'il n'y a pas d'argent».

Primes de licenciement et mises à la pré-retraite allègent très sérieusement les effectifs de Blainville : 1 500 personnes quittent l'usine. Parmi elles, deuxième surprise. Une vingtaine de délégués syndicaux ont pris la prime. Leur licenciement n'est d'ailleurs pas aisé, puisqu'ils sont protégés par un mandat syndical... CGT et CFDT accusent le coup, redispotent leurs forces avant les élections de délégués du personnel. A cette occasion la CGT parvient à rattraper la CFDT qui l'avait dépassée depuis 68 dans le collège ouvrier. Déjà mieux placée dans le deuxième collège, plus sensible aux thèmes du «fabriquons des poids lourds français», la CGT tend même à se placer en première position dans l'usine. C'est dans ce contexte qu'éclate la grève à Giberville, entrepôt de RVI excentré par rapport à Blainville : quatre semaines d'occupation.

querait les retenues de salaires en fonction de la production sortie et non en fonction du temps de débrayage... Alors on a empêché les cabines de sortir de la chaîne. La clique des huissiers est arrivée, les chefs leurs désignaient les plus combattifs».

La direction n'y va pas avec le dos de la cuillère : 9 licenciements sont annoncés, parmi eux 6 délégués. 1 300 gars sont lock-outés. Les directions syndicales organisent deux meetings, deux votes. Au départ elles n'apparaissent pas très chaudes pour que s'engage une lutte plus résolue que le harcèlement qui dure depuis plusieurs semaines. La prise de parole de l'inter-syndicale peu avant le premier vote insiste unilatéralement sur les difficultés à faire céder le trust. La formulation des questions et l'absence de débat laisse craindre le pire...

Un noyau très décidé

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'une forte minorité de travailleurs seulement

UN DES PRINCIPAUX ACQUIS DE LA GREVE : L'UNITE SYNDICALE

Bien que dirigée par un responsable fédéral du PCF, la section CGT fait preuve, tout au long de la grève, de discrétion sur la ligne «fabriquons français». Quelque fois, seulement, au détour d'un tract, on parle de l'«Europe allemande» qui se construirait... Certains des délégués du personnel de la section sont d'ailleurs connus pour leurs idées révolutionnaires.

La CFDT, après avoir été très représentative de la combativité de la Saviem, il y a quelques années a connu quelques difficultés depuis un an environ. Aux dernières élections du personnel, elle s'est ainsi fait rattraper par la CGT qui se montre active dans la défense quotidienne des ouvriers dans les ateliers. Aujourd'hui, la CFDT abrite deux sensibilités différentes. L'une — un peu CFJC — capable du plus offensif des combats mais aussi des pires compromissions ; et une autre, très proche des idées de l'extrême gauche. Dans son ensemble, la section rejette les aspects les plus réformistes du «recontrage». Après de fortes réticences au départ, l'intersyndicale participe au mouvement, donnant souvent l'impression de faire ce qu'elle peut pour que le mouvement aboutisse.

D'ailleurs, un des principaux acquis de la grève, c'est l'unité entre la CGT, la CFDT et FO, maintenant sans bavure jusqu'au bout. Quel changement par rapport à 74 !

participent à la consultation qui se prononce pour des piquets de grève. Ceux-ci sont mis en place en grande partie grâce à la détermination d'un fort noyau de quatre à six cents travailleurs fermement décidés à faire valoir leur point de vue. En regard de ce qui s'est fait dans l'usine, depuis 5 ans, mettre en place des piquets de grève apparaît comme une action efficace.

La grève, pourquoi pas ?

La masse des gars de l'usine est dans l'expectative, elle n'est pas hostile au mouvement, elle tient le raisonnement suivant : «La grève ? Pourquoi pas ? Après tout, les pétitions, délégations, journées d'action n'ont pas rapporté grand-chose jusqu'à aujourd'hui ; quelques jours de grève ne peuvent pas faire de mal au rapport de forces qu'il faut construire contre le patron».

Une bonne illustration de la bienveillance de larges couches de travailleurs de l'usine, est d'ailleurs fournie par un des grévistes : «Il faut être sérieux, il

n'était pas rare, compte tenu des roulements, qu'on ne soit que quelques dizaines devant la porte. Si les non-grévistes avaient voulu entrer, ils n'auraient pas eu beaucoup de difficultés.

Les plus déterminés ne croient pas eux-mêmes que le conflit va durer plusieurs semaines. Ils sont les premiers surpris de la facilité avec laquelle ils ont bloqué les portes. Un des plus actifs dans ce noyau explique son point de vue à ce moment là : «*Je me suis dit : «Si on attend d'être majoritaire pour décider la grève on en a encore pour dix ans à se faire labourer». L'année passée on avait perdu 8 % de notre pouvoir d'achat par rapport à l'indice INSEE et nous n'étions pas parvenus à nous y opposer.*

Un autre syndicaliste expérimenté, précise : «*On peut même dire que compte tenu de la menace de chômage on savait qu'on serait minoritaires au départ.*

Les jours passent, l'idée se fait jour que le patron ne va pas céder comme ça, qu'il va falloir durer.

Le directeur, le préfet ne restent pas inactifs. Après la procédure de licenciement contre 9 travailleurs, ils font citer les grévistes en référés, ils organisent les cadres dans la perspective d'un coup de force lors de leur réunion quotidienne, à deux pas de l'usine, sous le Pont de Colombelles. Pouvoir et patronat reçoivent une aide déterminante de la télévision régionale. Le bulletin de FR 3 tous les jours à 19 h 20, sous des apparences anodines «rien de nouveau à la Saviem» distille son venin.

Des centaines de travailleurs, isolés dans leur village, s'imprègnent de l'idée que le conflit s'enlise, qu'il n'a pas d'avenir.

Pour désorienter les plus hésitants la direction adresse deux lettres à tout le personnel sur le thème «*il n'est pas de votre intérêt que nous satisfassions des revendications qui pourraient rapidement remettre en cause votre emploi.*» La dernière semaine de grève, elle fait signer une pétition, exigeant la réouverture des portes.

Les grévistes actifs, de leur côté, ne se contentent pas de se relayer au piquet entre 4 heures et 18 heures.

L'intersyndicale anime un meeting devant la boîte, participe à des actions coup de poing chez des sous-traitants, intervient au siège de FR 3, bloque des routes, et le centre de Caen ; l'esprit de Longwy cherche à faire son apparition. Seule ombre au tableau, deux manifestations insuffisamment préparées auraient pu rassembler cinq fois plus de monde sans grande difficulté.

Si l'essentiel est fait, pourquoi ce caractère insuffisamment massif du mouvement ?

Pourquoi ce caractère insuffisamment massif du mouvement ?

D'aucun l'expliquent par la proximité des congés, point de

vue résumé dans la formule «*trop tôt ou trop tard !*» ; les plus anciens disent ressentir cruellement la disparition de quelques-uns des leaders de la CFDT des années 1970 : «*S'ils étaient encore là, il y aurait plus d'initiative et plus encore d'esprit d'offensive.*» Parmi les faiblesses du mouvement, il faut aussi ranger le départ «volontaire» de plusieurs centaines de jeunes connus pour leur combativité : «*J'en connais plus d'un, parmi eux, qui serait avec nous s'il était encore dans l'usine.*» affirme un des plus offensifs au piquet de grève. Quelques-uns de ces démissionnaires passent d'ailleurs quelques fois apporter leur soutien.

Il y a aussi ces travailleurs qui étaient en première ligne en 68 mais qui depuis ont «fait construire»...

Une politique de crise très pesante

Mais la principale cause de la faiblesse du mouvement, il faut très probablement la chercher dans la politique de crise du trust. A l'évidence, les incertitudes bien réelles existant sur l'avenir du secteur poids lourd, les nouveaux dégraissages que le trust tentera d'imposer dans les mois qui viennent, inquiètent les travailleurs. Les menaces de licenciements entraînent une hésitation peu propice à la lutte, même pour les 35 heures (comme c'était le cas) et pour une augmentation de 350 francs.

Néanmoins, malgré ces difficultés, une frange de travailleurs sentait la nécessité de partir à l'offensive.

S'ils n'ont pas arraché les

revendications c'est que, outre l'intransigeance du trust qui a fait intervenir les flics, outre la politique de crise particulièrement forte dans le secteur poids lourd, outre la nécessité pour le patron de tenter de briser les travailleurs plus combatifs dans la perspective de l'achèvement de la fusion Berliet-Saviem, il s'est trouvé également que l'enjeu dépassait l'usine.

Un enjeu à l'échelle du trust et de la région

Ainsi, apprenant l'intervention policière, une ouvrière de Moulinex lâchait : «*Si eux n'ont pas réussi à faire céder leur patron, comment pourrions-nous y parvenir ?*».

Cette réaction de découra-

gement momentanée s'explique assez facilement, compte tenu de la réputation régionale de Saviem. Réputation méritée : pour diffuser un tract à Citroën, malgré les milices fascistes, les gars de la Saviem venaient à 150, il y a deux ou trois ans. Pour soutenir la lutte de leurs épouses, de leurs filles, à Moulinex au printemps dernier, pas une usine n'était mieux représentée que Saviem. Encore très récemment, les ouvriers de RVI apportaient un appui précieux à la lutte de Carrefour. Pour le patronat, l'enjeu de la lutte dépassait donc largement l'usine, il était régional. Il était même national, compte tenu de la grève qui se déroulait simultanément à RVI Limoges, où l'on a durement ressenti l'échec revendicatif de Blainville. Et évidemment, si le patron avait cédé, tout le trust n'aurait pas tardé à marcher sur les traces de l'usine caennaise.

Battus mais pas vaincus

Les grévistes rentrent avec rien. Pourtant, cette lutte n'est pas un échec. Lors du dernier jour, très peu de gars cédaient au découragement. Un P 2 des «prototypes hors série» notait après la décision de reprise : «*Un certain nombre d'entre nous ont maintenant la certitude que l'on n'est plus en 68. Une grève même longue ne suffit pas. Il faut recourir à des actions coup de poing encore plus efficaces que celles que nous avons faites.*»

Un délégué de la CGT connu pour sa combativité remarquait de son côté que lorsque l'intersyndicale est allée exiger les conditions de reprises sans représailles, sans licenciement, l'attitude du patron n'était pas celle d'un vainqueur.

Très certainement, la grève lui a porté des coups sévères. ■

Le PCF contesté du dedans et du dehors...

Le PCF n'est pas très fort à la Saviem. Le mouvement l'aura encore affaibli. Dès le début, certains de ses membres ne cachaient pas leur hostilité à la lutte, plusieurs fois ils ont été remis en place par certains militants. Les polémiques qu'il a voulu engager avec le PS avant le 10 juin sur la question européenne ont été rejetées par les grévistes qui ne se sont pas gênés pour dire qu'ils ne s'y reconnaissent pas. Un ouvrier de ce parti particulièrement actif dans la lutte ne cache pas ses désaccords avec le refus de son parti de recourir à la violence ouvrière, avec l'électorisme et son manque d'esprit d'offensive. «Je me reconnais de plus en plus dans l'extrême gauche». Un autre, membre du comité fédéral affirme s'être senti vraiment très mal à l'aise au moment de la préparation du 23^e congrès. Le dernier jour de la grève, il affirme que son parti ne le satisfait plus. «J'adhèrerais bien connaître le programme de l'extrême gauche, mais je n'aime pas quand le PCF est attaqué en bloc. C'est vrai que certains responsables ont eu une attitude vraiment incorrecte. Mais nous, on

était quelques-uns du parti à être là tous les matins à 4 heures». Un autre encore a trouvé par trop grossière la présence d'un car de la municipalité de Blainville (PCF) le matin pour distribuer du café au grévistes, car qui a disparu le lendemain du scrutin du 10 juin ! «Si le parti l'avait voulu il aurait pu se renforcer dans cette grève mais ses responsables avaient trop peur».

C'est notamment grâce à ce type de militants que les responsables du PCF n'ont pu se lancer dans des attaques insensées contre les «gauchistes» comme en 1974.

C'est aussi à cause de ce courant d'extrême gauche partiellement regroupé dans un «comité des travailleurs révolutionnaires». Différentes sensibilités y cohabitent, représentant un échantillonnage assez fourré de l'extrême gauche. Sans ligne politique bien définie, le comité affirme pour le moment avoir plus de questions que de réponses... Son ciment, c'est une grande méfiance vers la gauche et une approche voisine des thèmes de la révolution et du socialisme.





Cette année encore, la bourgeoisie veut profiter de la période des congés pour s'attaquer aux travailleurs immigrés. Cette fois, l'agression est très grave. Les lois actuellement en cours d'adoption ont un objectif précis : expulser environ 200 000 travailleurs immigrés par an. En guise de justification, le gouvernement prétend la situation de l'emploi. Ainsi, il veut rendre responsables du chômage les travailleurs immigrés alors qu'ils en sont les premières victimes.

L'attaque du pouvoir vise en particulier les résidents des foyers Sonacotra. Depuis le début du mois de juin, les CRS ont investi une bonne dizaine de foyers : à Gennevilliers, Dijon, Romainville, Thionville, Forbach, Strasbourg, Garges-les-Gonesse... Stoléru a précisé qu'il prenait lui-même les choses en mains. Cela indique la volonté délibérée d'agression policière pour casser la lutte des foyers et, faisant d'une pierre deux coups, en profiter pour expulser de France les résidents sur le motif qu'ils «troublent l'ordre public».

Comme toujours quand le gouvernement décide de nouvelles mesures répressives contre les immigrés, on assiste à une recrudescence des actes racistes. A Orange un foyer de travailleurs sénégalais a été incendié faisant deux morts, à Gennevilliers un Marocain a été tué par balles. Dans les banlieues des grandes villes, les agressions sont quotidiennes, les contrôles sont renforcés et les provocations se multiplient. Tout est fait pour terroriser les immigrés, pour les pousser à abandonner la lutte, à partir dans les pires conditions.

Au foyer de Garges, les travailleurs résidents, ont compris l'enjeu. S'ils cèdent, c'est la porte ouverte pour les autres foyers. Ils ont décidé de résister en organisant l'occupation du terrain devant leur foyer, soutenus par de nombreuses familles de la cité voisine et par un large courant de travailleurs, de syndicalistes, de progressistes.

... lois répressives... expulsions massives... attentats racistes... foyers... TRES GRAVES ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

AU mois de novembre dernier, le conseil d'Etat avait jugé illégal un certain nombre de mesures prises par Stoléru. Il s'agissait à l'époque de stopper l'immigration dite familiale en imposant des conditions draconiennes pour l'entrée et le séjour en France des familles de travailleurs immigrés et d'inciter au départ volontaire à l'aide de la fameuse prime dite du «millions». Notons au passage que ces mesures étaient déjà bien entrées en vigueur lorsque le Conseil d'Etat a rendu son verdict.

Il reste que la décision du Conseil d'Etat mettait quelques bâtons dans les roues du préposé gouvernemental aux expulsions. Par ailleurs, le «millions» n'avait guère suscité de passion ; un très petit nombre de travailleurs immigrés l'avaient pris ; souvent parce qu'ils s'approprièrent à partir. De toute façon, indiquait alors Stoléru : «Cela ne changera pas la politique du gouvernement.» Celui-ci s'est mis fébrilement au travail ; puisque les moyens légaux ne sont pas suffisants, il n'y a qu'à changer les lois.

Le résultat est à la mesure de ce pouvoir de plus en plus répressif. Les nouvelles lois que Stoléru a élaborées en collaboration avec Bonnet, Boulin et sous le haut patronage du Premier ministre sont d'une particulière gravité. L'arbitraire que subissent chaque jour les travailleurs immigrés va être érigé en loi. Mais cette fois, à large échelle. Parmi les nouvelles dispositions en cours d'adoption, il en est de particulièrement inquiétantes. Ainsi par exemple, pourra être expulsé tout immigré qui «trouble l'ordre public». Cette notion vague permet tous les abus policiers, permet par exemple de considérer comme trouble à l'ordre public le fait de manifester, de faire grève, ou tout simplement de protester contre des injustices, à l'usine ou dans la rue.

Rendre les immigrés responsables du chômage

Avec le projet de loi signé Barre et Boulin qui a été soumis au Parlement, on perçoit nettement les motivations de l'offensive répressive de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés. A l'article 2, il est indiqué que l'autorisation de travail peut être retirée à l'étranger qui se trouve sans emploi depuis plus de six mois. Comme l'article 4 prévoit que la carte de séjour est retirée lorsque l'auto-

risation de travail est retirée, cela donne le processus suivant : les patrons licencient à tour de bras, et en priorité les immigrés qui, bien entendu, ne retrouvent pas de travail. Au bout de six mois de chômage, plus de carte de travail, donc plus de carte de séjour, donc expulsion. Voilà, c'est simple et efficace. Il n'y avait que Stoléru pour avoir d'aussi bonnes idées.

De plus, et pour aller plus vite, l'article 3 de la même loi stipule que le ministre du travail peut fixer, par département, et en fonction de la situation de l'emploi, le nombre maximum de renouvellements d'autorisations de travail. Comme l'article 4 vaut également pour les personnes visées par l'article 3, on imagine les charrettes d'expulsions que vise le gouvernement. Au moins les choses sont claires avec cette loi : les travailleurs immigrés sont rendus responsables du chômage ; ce sont eux qu'on veut faire payer. La bourgeoisie les a fait venir en masse quand elle en avait besoin pour les exploiter, encore plus féroce pour leurs camarades français, leur réservant les travaux les plus pénibles et les moins payés, les parquant d'abord dans des bidonvilles puis dans des foyers-taudis, les soumettant sans cesse aux brimades, aux exactions de toutes sortes, aux vexations, notamment policières... Puis c'est la crise ; maintenant, elle veut les rendre responsables de la situation, les désigner comme fauteurs de chômage et les renvoyer en masse et sans ménagement d'aucune sorte dans leur pays d'origine. Et Stoléru ajoute cyniquement : «On construira des bennes à ordures mécanisées et modernes, et les Français accepteront de faire ce travail.»

Une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière

En quoi les travailleurs immigrés sont-ils responsables des fermetures d'installations dans la sidérurgie ? En quoi sont-ils responsables de la crise dans le textile, dans le bâtiment ou dans d'autres branches ? Ils sont les premiers à en subir les conséquences. Comme le disait un vieux travailleur algérien, malade et au chômage : «J'ai usé ma vie pour eux ; ils m'ont fait travailler comme une bête pendant des années, ils m'ont exploité durement... Maintenant, ils vont me jeter dehors avec un coup de pied au derrière ; et des coups de matraques si je ne veux pas partir.»

Cette attaque brutale et de grande ampleur, le gouverne-

ment tente de la justifier en raison de la crise et du chômage, c'est ce qui est principal. En plus, il délègue Stoléru pour raconter les pires énormités dans les journaux et à la télé. C'est ainsi que l'on voit M. le ministre affirmer sur le petit écran que les mesures en cours visent à «normaliser les conditions de séjour des travailleurs migrants et leur simplifier les formalités d'obtention de leurs papiers.» Comme personne ne se laisse abuser un instant par ces paroles mielleuses, il s'est même élevé des voix dans la bourgeoisie pour exiger que Stoléru mette un terme à ses bouffonneries et explique carrément les projets du gouvernement.

Il ne s'agit pas seulement d'une agression très grave contre nos frères de classe. C'est un coup contre l'ensemble de la classe ouvrière que veut porter la bourgeoisie. Affaiblir ses capacités de résistance au chômage et aux bas salaires, voilà un objectif recherché. «Comment pourrions-nous lutter si nous sommes sous la menace permanente ?» disait un délégué d'un foyer Sonacotra. Cette réflexion pertinente se fonde sur la réalité des faits. Comment participer à une manifestation pour un travailleur immigré ? S'il est ramassé au hasard comme otage, il sera accusé de «trouble à l'ordre public». Comment faire la grève ? Si son patron le licencie, il sera au chômage et au bout de six mois... l'expulsion. Dans ces conditions, la bourgeoisie espère bien faire cesser les luttes des travailleurs immigrés, comme elle des foyers par exemple, les dissuader de participer aux luttes aux côtés de leurs camarades français, expulser massivement ceux qui s'y engageront. La loi sur les autorisations de séjour et de travail assurera l'autre volet des expulsions.

Les agressions ont déjà commencé

C'est donc bien à une tentative de division de la classe ouvrière que veut se livrer la bourgeoisie. Division entre les travailleurs français et immigrés et aussi entre les immigrés eux-mêmes puisqu'ils seraient classés en deux catégories : les ordinaires et les privilégiés. Les privilégiés étant sans doute ceux qui «se tiennent bien», ne font pas grève, ne manifestent pas, ne revendiquent pas. Les ordinaires étant ceux qu'il faut expulser...

Dans la foulée des atteintes répétées contre les libertés démocratiques, les mesures et lois que la bourgeoisie est en train de

faire adopter par le Parlement prennent toute leur place.

L'agression en cours vise tout particulièrement les travailleurs résidents des foyers qui luttent depuis quatre ans contre les conditions scandaleuses dans lesquelles la Sonacotra, l'ADEF, l'AFRP et d'autres les parquent. Toutes les tentatives d'intimidation et de répression, toutes les manœuvres de division ont échoué. Depuis quatre ans, la Sonacotra n'a pas cédé ; depuis quatre ans, les résidents continuent leur lutte. Actuellement, le gouvernement a déclenché une offensive policière d'ampleur contre les résidents. Plusieurs foyers ont été vidés de leurs occupants par les CRS sur décision des tribunaux. Le pouvoir veut en finir avec la lutte des foyers ; il a commencé à prendre les grands moyens. Désormais, la menace d'expulsion immédiate pour «trouble à l'ordre public» plane sur des centaines de travailleurs habitant dans les foyers.

Par ailleurs, comme toujours quand la bourgeoisie décide de s'en prendre aux travailleurs immigrés, une vague d'attentats racistes se développe. A Gennevilliers, un Marocain a été assassiné. A Nice, à plusieurs reprises, des immigrés ont été attaqués, brutalisés, blessés par des «inconnus». Dernièrement, le feu a été mis à un foyer de travailleurs



LE PROJET DE LOI SOUMIS AU PARLEMENT

ARTICLE PREMIER

L'article L. 341-4 du Code du travail est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

«Art. L. 341-4. Un étranger ne peut exercer une activité professionnelle salariée en France sans avoir obtenu de au préalable l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 341-2. Cette autorisation est, pour les résidents ordinaires valable pour une durée de trois ans. Elle est délivrée dans des conditions qui sont fixées par décret en Conseil d'Etat.»

«L'étranger qui justifie de la qualité de réfugié est dispensé de cette autorisation.»

ART. 2

Il est introduit dans le Code du travail un article L. 341-4-1 ainsi conçu : «L'autorisation de travail peut être retirée lorsque l'étranger se trouve sans emploi depuis plus de six mois. La rupture du contrat de travail pour retour tardif d'un étranger à l'issue d'une période de congés peut également motiver le retrait de l'autorisation de travail.»

ART. 3

Il est introduit dans le Code du travail un article L. 342-5 ainsi conçu : «Dans des con-

ditions déterminées par un décret en Conseil d'Etat, le ministre chargé du travail peut fixer, par département et en fonction de la situation de l'emploi, le nombre maximum de renouvellements d'autorisations de travail qui pourront être effectués chaque année au profit de travailleurs étrangers permanents.»

ART. 4

Il est introduit dans l'ordonnance N° 45-2658 du 2 novembre 1945 un article 9-1 ainsi conçu : «La carte de séjour d'un travailleur étranger est retirée lorsque son autorisation de travail lui a été retirée dans les conditions prévues à l'article L. 341-4-1 du Code du travail ou ne lui a pas été renouvelée en application de l'article L. 342-5 du même Code, sauf si celui-ci justifie de ressources stables et suffisantes ne résultant pas de l'exercice d'une activité professionnelle salariée.»

ART. 5

L'article 16 de l'ordonnance N° 45-2658 du 2 novembre 1945 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : «La carte de séjour de résident privilégié peut être délivrée, sur sa demande, à l'étranger qui justifie en Fran-

ce d'une résidence non interrompue d'au moins vingt années, ainsi que du paiement des impôts exigibles à la date de la demande. Elle est valable dix ans et renouvelable. Le délai de vingt années est réduit à trois ans pour les étrangers qui justifient de la qualité de réfugiés.»

«Un décret en Conseil d'Etat déterminera les catégories d'étrangers qui, en raison de leurs attaches avec la France ou de liens familiaux qui les unissent à des Français ou à des ressortissants de la Communauté économique européenne, peuvent obtenir cette carte après trois ans de séjour régulier en France.»

ART. 6

Les cartes de résident privilégié délivrées antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont renouvelables de plein droit.

ART. 7

Des décrets fixeront en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1980.

Fait à Paris, le 13 juin 1979.

Signé : Raymond BARRE

Robert BOULIN

Du 23^e congrès aux élections européennes

En cette première moitié de l'année 1979, le PCF avait deux caps à franchir : celui de son 23^e congrès et, immédiatement après, celui des élections européennes.

On ne peut bien sûr apprécier la manière dont le PCF a franchi ces deux caps qu'en le rapportant à la grave crise interne ouverte en mars 1978, et dont le caractère profond et durable n'a cessé de

se confirmer. Tout au long de l'année, les signes n'ont pas manqué qui attestent de cette crise ; rappelons pour mémoire les difficultés rencontrées par la direction pour mobiliser les militants, les contradictions et les démissions successives au sein de l'appareil lui-même, le départ spectaculaire du quart de la rédaction de *France Nouvelle*, la baisse des ventes de la presse du PCF, la persistance et le succès des revues et des livres «oppositionnels», ...

deux textes soumis à la discussion de l'ensemble des organisations du PCF. *L'Humanité* et *France Nouvelle* ont relayé la discussion, en publiant un nombre record de tribunes.

Plusieurs milliers d'amendements ont été proposés, et les commissions du congrès chargées de les examiner en ont retenu plus de 300. Le rapport politique de Marchais a été adopté par vote, et ce sont bien les congressistes qui ont élu la nouvelle direction du PCF, le comité central, celui-ci désignant en son sein le bureau politique et le secrétariat.

Les règles formelles sont là. Mais regardons-y de plus près, en revenant en arrière : tout d'abord, d'où vient le projet de résolution, tel qu'il a été soumis aux militants en février ? Peu importe au fond qu'il provienne plutôt du groupe informel des «collaborateurs du secrétariat» qui règne Place du Colonel Fabien que du CC lui-même. Ce qui est bien sûr, c'est qu'il ne provient en rien de la centralisation des idées justes émises dans les cellules après mars 78. Bien au contraire, ce qui a été centralisé - car il y a centralisation dans le PCF - ce sont les idées qui vont dans le sens de la ligne du PCF, des idées contre-révolutionnaires.

Prenons deux exemples. La formule du «bilan globalement positif» de l'URSS est incontestablement une nouveauté du 23^e congrès. Sous cette forme, on n'en trouve pour ainsi dire pas trace auparavant, si ce n'est dans un rapport interne de Kanapa en 1977 dont la tonalité d'ensemble était d'ailleurs très critique envers l'URSS. De même, le livre *«L'URSS et nous»* sorti en septembre 78 et recommandé chaudement par le BP, se gardait bien de prononcer un jugement global. Toutes sortes d'opinions ont été émises dans le PCF sur l'URSS, allant d'une juste condamnation de l'URSS comme pays impérialiste à une glorification sans nuance. Quelles idées a centralisées la direction du PCF : celles qui allaient vers un soutien au social-impérialisme, alors que l'autre point de vue, celui qui est effectivement révolutionnaire parce qu'il va dans le sens de la dénonciation de la superpuissance soviétique est, lui, vigoureusement combattu. Autre exemple : contre toute évidence, la résolution du congrès affirme que le PS porte l'entière responsabilité de l'échec de mars ; cette analyse-là est mot pour mot celle formulée par le BP le 19 mars au soir, comme s'il ne s'était rien passé sur cette question dans le PCF depuis un

an, comme s'il n'y avait pas eu des milliers de militants qui avaient réfléchi sur les responsabilités propres du PCF ! Ce n'est qu'au cours de la discussion préparatoire que les militants apprendront, sous la plume de Maxime Gremetz dans *France Nouvelle*, que le programme commun a été «générateur d'illusions».

Une fois encore, les militants n'ont même pas à réfléchir : ils ont à répondre par oui ou par non.

A quelques amendements de forme près, il s'agit bien en effet de se prononcer. Gaston Plissonnier n'écrivait-il pas à une cellule de Seine Maritime, qui avait rédigé un contre-projet, que celui-ci était irrecevable parce qu'il tendait «dans son contenu, à remettre en cause les décisions prises par le XXII^e Congrès, décisions que le CC a reçu mandat de mettre en application». Quand Plissonnier dit «irrecevable», il veut bien sûr dire impossible à soumettre à la discussion... C'est clair : la discussion n'est tolérée que pour autant qu'elle s'inscrit dans le cadre rigide des orientations fixées par le groupe dirigeant.

Pour un parti communiste, dont le principe de fonctionnement est nécessairement le centralisme démocratique, le Congrès est l'aboutissement d'un processus d'élaboration, par l'ensemble des militants et sur la base de la concentration des idées justes des masses, de la ligne issue elle-même de la pratique.

Au contraire, le Congrès du PCF n'a eu d'autre fonction que de se prononcer sur une ligne fabriquée ailleurs, et par d'autres que les militants.

Cette ligne, c'est celle qui tourne le dos aux intérêts de la classe ouvrière, c'est une ligne contre-révolutionnaire.

Si nous avons insisté sur ce point, c'est bien parce qu'on ne peut pas regarder le mode de préparation et de déroulement du congrès indépendamment du contenu politique qui le sous-tend.

Sur ces bases, la bureaucratie du PCF pouvait largement déployer ses ailes. Ainsi, quels moyens avaient les adhérents, même ceux qui vont aux réunions de cellules, pour étudier véritablement des textes longs et ardu, quand on sait l'absence totale d'éducation marxiste-léniniste dans laquelle la direction confine sciemment l'immense majorité des membres du PCF ?

Ainsi, les points de vue critiques - il y en a malgré tout eu beaucoup - n'ont pour ainsi dire pas pu franchir le triple système de filtrage que constituent les conférences de sections ou fédérations, bien tenues en main par l'appareil.

Dire du congrès qu'il a été fabriqué de A jusqu'à Z n'est pas trop dire. Si Marchais, dans son rapport politique ou plus encore devant les journalistes, a pu tenir quelques propos «ouverts», c'est bien parce qu'il avait l'assurance que rien ne viendrait mettre en cause les aspects fondamentaux de la ligne du PCF.

Des contradictions de fond

Les autres questions essentielles n'ont pas non plus trouvé réponse. Au contraire, les contradictions de fond qui sont à la base de l'action du PCF ont pris plus d'acuité encore.

La contradiction est flagrante entre la nécessité pour le PCF de ne pas fermer la porte à l'union «au sommet» avec le PS, seule possibilité pour lui de parvenir au

donne d'un parti où les ouvriers sont nombreux, tout en cherchant par tous les moyens à séduire d'autres couches. Comme si on pouvait à la fois défendre les intérêts des travailleurs et ceux des patrons qui «fabriquent français». Ce n'est pas en décrétant, par un coup de baguette magique, que la notion de prolétariat est désormais «caduque», ou encore que les techniciens, contremaîtres et même ingénieurs font maintenant partie de la classe ouvrière,

bien des points ce qui se passe à l'Est. Pourtant, la direction est contrainte à quelques louvoisements sur «l'absence de démocratie» notamment, parce qu'elle sait bien combien est repoussante pour les masses l'image de l'URSS et des pays qui sont dans sa mouvance.

Les mauvais résultats électoraux du PCF avaient servi, en mars 78, de révélateur à la crise interne. Sur ce point là non plus, on ne peut pas dire que les problèmes soient résolus : les

un recul que de lire dans *L'Humanité* du 19 juin, sous la plume de Plissonnier : «*Si des usines ferment, si des travailleurs sont mis au chômage (...), c'est avant tout la responsabilité de ceux qui, sur notre propre territoire, possèdent les grands moyens de production et de distribution et exploitent durement le travail. Autrement dit, c'est la responsabilité des monopoles à base française. Ils ne sont ni à New York, ni à Bonn, ni à Tokyo, les grands maîtres de la sidérurgie française, etc...*»

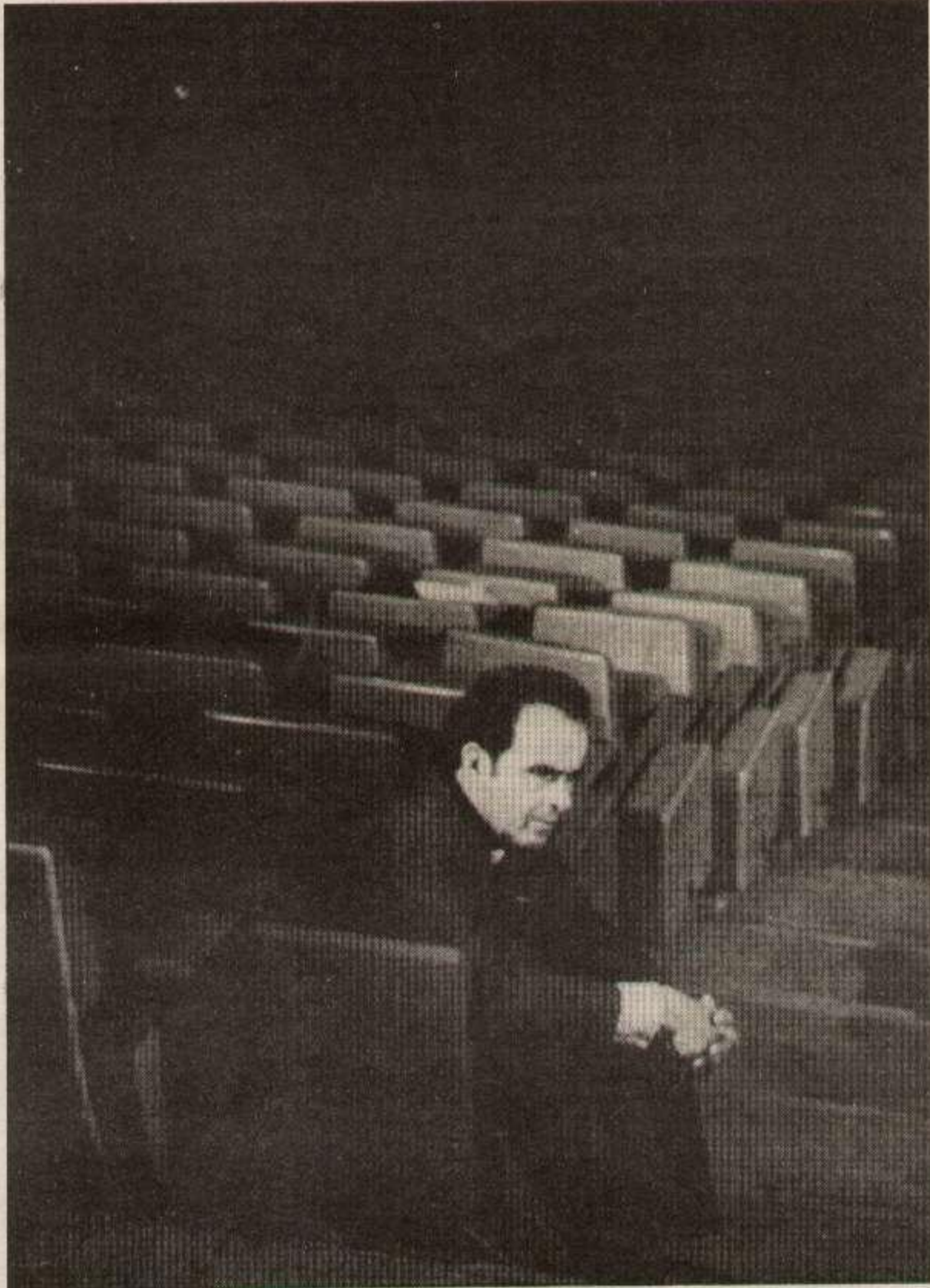
Quelle «unité à la base et dans les luttes» ?

Non résolues, et pour cause, toutes ces contradictions ne peuvent que continuer à se manifester. Par la voix des militants qui ont accès aux médias, certes, mais aussi par l'action de tous ces membres du PCF qui gardent leurs interrogations après le XXIII^e Congrès. Plus encore que dans l'expression publique de points de vue critiques, c'est là que se manifeste vraiment la crise interne.

A ceux que la direction avoue implicitement avoir berné avec les «illusions» du programme commun, Marchais et les siens n'ont d'autre solution à proposer que «l'union à la base et dans la lutte». La formule est évidemment vague, et il ne fait pas de doute que, pour la direction, elle vise avant tout, selon l'expression d'un dirigeant, à «refaire une santé au parti», en donnant des perspectives immédiates aux militants et adhérents, tout en affirmant la spécificité du PCF par rapport au «rival» social-démocrate. «L'union à la base et dans l'action» peut cependant signifier autre chose, pour autant qu'on prenne la formule au pied de la lettre.

Un million et demi de travailleurs privés d'emploi, et plus encore à la rentrée, des prix qui augmentent sans cesse au contraire des salaires, des droits élémentaires comme le droit de manifestation, le droit de grève, le droit d'information attaqués, des centaines de milliers de travailleurs immigrés menacés d'expulsion : autant de domaines où les attaques giscardiennes exigent une riposte vigoureuse et massive. Autant de domaines où, c'est vrai, la lutte dans l'unité est nécessaire. Cette volonté de riposte, nous l'avons en commun avec les militants du PCF. L'unité pour laquelle nous luttons, elle a commencé à se réaliser à Longwy par exemple, lors de la mobilisation contre l'inculpation des cinq, au mois de mai. C'est elle qui a permis la création d'un rapport de forces suffisant pour faire reculer la bourgeoisie et obtenir la relaxe. Cette unité positive, on l'a vue aussi à Paris, avec la présence de militants du PCF dès les premières manifestations de riposte aux attaques contre les libertés démocratiques. L'unité dans la lutte, c'est bien la condition pour que nos actions soient efficaces, et cela, de très nombreux travailleurs et militants du PCF en sont conscients. ■

Le Quotidien du Peuple



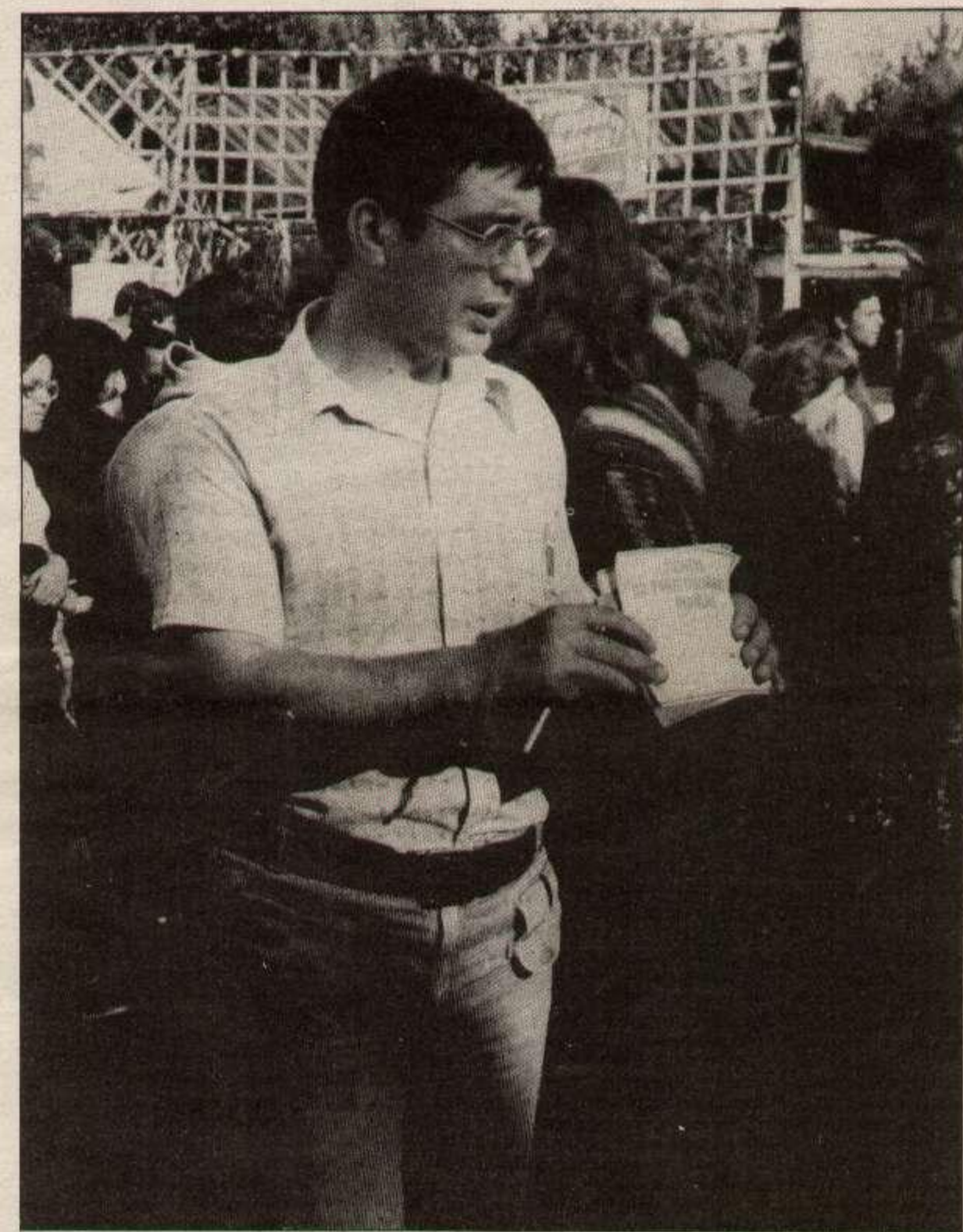
OU VA LE PCF ?

Par Nicolas DUVALLOIS

Ce qui dure dans le PCF

Il n'est pas possible de dresser ici un tableau exhaustif du fonctionnement du PCF, qui reste un des points fondamentaux de contradictions internes. Nous nous bornerons à n'en examiner qu'un moment - important il est vrai - celui du Congrès et de son processus de préparation. Ouvrant le XXIII^e Congrès, Etienne Fajon a donné le point de vue de la direction : «*Jamais congrès du PCF n'avait été préparé aussi démocratiquement*». De fait, un certain nombre de règles formelles ont été apparemment respectées : en février, le comité central a fourni un «projet de résolution» et «un projet de nouveaux statuts»,

- *Le Quotidien du Peuple*



La vente des cartes : pour quelle perspective ?

gouvernement, et la nécessité d'amorcer une certaine autocritique sur la manière dont cette union a été «génératrice d'illusions», a été pratiquée de 1972 à 1978. Il en faut des subtilités aux dirigeants pour dire tout à la fois que le PS est un parti qui a viré à droite, qui ne tient pas ses engagements, mais que, tout de même, il faudra bien, le jour venu, s'allier à nouveau avec lui...

Contradiction de fond aussi, celle qui consiste à vouloir garder au PCF l'image qu'il se

que la contradiction se trouve résolue. Les dirigeants en font l'amère expérience, eux qui veulent tout à la fois justifier la définition du PCF comme «parti des pauvres» tout en multipliant les ouvertures envers les cadres ou les patrons français.

Contradiction de fond encore à propos du jugement à porter sur l'URSS et les pays de l'Est. Le bilan «globalement positif» qui en est tiré fait directement référence au projet de société du PCF, dans la mesure où la logique de celui-ci rappelle sur

cantonales du mois de mars ont confirmé le recul du PCF dans quelques-uns de ses fiefs, tandis que les européennes le voyaient perdre des voix dans des proportions sensiblement identiques à celles des autres partis. A cet égard, la mise en avant de thèmes nationalistes et chauvins, si elle a permis quelques gains de voix, aura aussi suscité de nouvelles contradictions. Après tout ce que l'on a pu entendre sur les responsabilités du «Vicomte Davignon» ou de l'élargissement de la CEE, n'est-ce pas

Sommet de La Havane en septembre

« **L**e mouvement des non-alignés traverse une période de crise et de tension mais, à côté de quelques questions qui nous divisent, il y a toujours nos principes et nos objectifs qui nous unissent » : cette réflexion récente d'un diplomate yougoslave en poste à Paris peut paraître exagérément optimiste, elle fait pourtant référence à une réalité : celle des acquis de près de vingt années d'expérience du mouvement qui, malgré tous les facteurs contraires, a joué un rôle déterminant dans l'émergence du Tiers Monde.

Une profonde diversité

Bien entendu, le mouvement des non-alignés a été marqué dès son début par les différences profondes entre les systèmes économiques et sociaux des pays membres, entre leurs positions et leurs intérêts respectifs, différences que les grandes puissances ont d'ailleurs constamment essayé d'exploiter pour empêcher leur unité et leur solidarité. Mais le mouvement a su dégager à chaque moment de son histoire des positions relativement unifiées, défendues en commun. Alors que chaque pays pris séparément est plus sensible aux pressions et aux menaces des grandes puissances, les non-alignés ont pu s'y opposer avec plus d'efficacité en parlant d'une seule voix.

Quels objectifs ?

Le mouvement, né officiellement à Belgrade en 1961, s'est développé au cours des années 60 sur la base d'une double constatation : d'une part, les pays nouvellement indépendants restaient généralement soumis, dans une large mesure, à l'influence et aux pressions de l'impérialisme, d'autre part ils ne pouvaient y échapper en s'en remettant aux marchandages entre grandes puissances.

A l'époque, l'URSS suivant la politique de « coexistence pacifique » de Khrouchtchev, entendait sacrifier les luttes des peuples, et particulièrement le mouvement de libération, à la réalisation d'une « entente » avec l'impérialisme US, en vue d'un partage avec lui des zones mondiales d'influence.

Aussi les non-alignés expriment dès cette époque la volonté de soutenir activement le mouvement de libération nationale, de poursuivre le combat contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, de refuser les alliances militaires, les « blocs », de rejeter les ingérences et pressions multiformes des grandes puissances, d'exiger le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des nations, d'imposer de nouvelles relations politiques, économiques et internationales non soumises aux

Les pays non-alignés seront probablement près d'une centaine à être représentés au sixième sommet qui se tient en septembre à la Havane. Ils étaient 25 à Belgrade, en 61, pour le premier sommet, héritier de la conférence afro-asiatique de Bandung. Parmi les nouveaux venus probables, en septembre : l'Iran. Ces données n'indiquent pas seulement un renforcement numérique, elles reflètent le

poids considérable acquis aujourd'hui par un mouvement qui pèse de façon déterminante sur l'évolution des relations internationales.

Le sommet de la Havane revêtira une importance particulière du fait notamment des menaces nouvelles que fait peser sur la cohésion et l'indépendance du mouvement, l'exacerbation de la rivalité des superpuissances.

lutte du Tiers Monde pour l'indépendance économique.

Des dangers nouveaux

Mais, ces dernières années, les non-alignés sont confrontés à des attaques d'un nouveau genre qui menacent l'existence même de leur mouvement. Ce sont les conflits armés opposant entre eux des pays membres du mouvement des non-alignés (Ethiopie/Somalie, Vietnam/Kampuchéa...) et qui sont exploités par les superpuissances, particulièrement l'URSS aujourd'hui. C'est le processus de néo-colonisation par l'URSS de certains pays du mouvement (Ethiopie, Afghanistan...), c'est la fonction particulière assignée à Cuba et au Vietnam qui ont développé une politique d'intervention militaire contre d'autres pays non-alignés, en collusion avec le bloc militaire soviétique, tout en essayant de propager au sein du mouvement la thèse de « l'URSS, alliée naturelle des non-alignés ». Ainsi, le précédent sommet, qui s'était déroulé en 76 à Colombo, tout en condamnant très nettement la course à l'hégémonie des deux superpuissances, notamment dans la région de l'Océan indien, avait salué l'action de Cuba en Angola comme « un fait positif », gommant ainsi son rôle d'instrument de la pénétration soviétique en Afrique.

Mais la réunion de Belgrade, en août 78, a clairement dénoncé « de nouvelles formes de dépendance des blocs, d'influence étrangère et de domination » et de nombreux pays, telle la Somalie, qui deux ans plus tôt, saluaient encore généralement le rôle de Cuba, l'ont au contraire dénoncé cette fois.

Depuis Belgrade, la situation s'est aggravée avec la signature de traités militaires par l'URSS avec le Vietnam, l'Ethiopie et l'Afghanistan, et surtout avec l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne. Dans le même temps, une autre menace provenant des manœuvres de la superpuissance américaine s'est affirmée : celle de l'opposition croissante de l'Egypte, pays non-aligné, aux résolutions du mouvement qui, depuis 73, condamne sans ambiguïté l'Etat sioniste.

La question du Kampuchea

Jusqu'à présent, l'agression vietnamienne contre le Cambodge s'est heurtée à une claire condamnation par les non-alignés. Ainsi, lors de la première session du Conseil de Sécurité de l'ONU consacrée au Cambodge en janvier dernier, les non-alignés ont présenté un projet de résolution réclamant un cessez-le-feu et le retrait des forces étrangères du sol kampuchéen. L'URSS, qui a fait usage de son droit de veto, s'est retrouvée alors seule avec la Tchécoslovaquie, siégeant également au



LE «NON—ALIGNEMENT» A L'EPREUVE

Par Jean-Paul GAY

intérêts des grandes puissances, et notamment des USA et de l'URSS.

C'est sur ces bases-là, affirmant dès lors les non-alignés, que la paix mondiale peut être défendue, alors que la division des « blocs » mène à la guerre.

Depuis le début des années 70

A la fin des années 60, le mouvement des non-alignés se trouve désormais confronté à deux superpuissances et à l'aggravation constante de leur rivalité, déterminant des pressions nouvelles et de nouvelles formes de domination.

Le mouvement s'élargit alors

et, loin de « s'édulcorer » par cet élargissement, va renforcer ses bases d'unité. Développant la lutte contre les derniers bastions du colonialisme, contre les régimes racistes et le sionisme, les non-alignés approfondissent leur opposition à la « politique des blocs ». Ils combattent le rôle des grandes puissances dans les relations internationales, ils revendiquent un rôle prépondérant pour les instances internationales, telles que l'assemblée générale de l'ONU, où les pays du Tiers Monde sont aujourd'hui largement majoritaires. Ils exigent que la « détente » ait un autre contenu que celui que lui donnent les superpuissances ; ainsi, en avançant de plus en plus fréquemment que « la déten-

te ne doit pas se borner seulement à certaines régions du monde », les non-alignés combattent l'implication des superpuissances dans les conflits armés locaux du Tiers Monde, à travers lesquels elles développent leurs préparatifs de guerre. Dans ce sens, le mouvement réclame notamment la transformation complète de l'Océan indien et de la Méditerranée en « zones de paix » par leur démilitarisation complète, et notamment le démantèlement des bases et autres installations militaires, tant occidentales que soviétiques.

Autre aspect du renforcement du rôle des non-alignés, le rôle d'impulsion qu'ils jouent depuis le début des années 70 dans la

Conseil de Sécurité, à voter contre cette résolution.

Devant cet échec, Hanoï a poursuivi ses manœuvres diplomatiques en vue de faire reconnaître le régime fantoche de Heng Samrin par la Conférence ministérielle des non-alignés qui se tenait à Colombo début juin.

C'est ainsi que le gouvernement vietnamien a entrepris, à la dernière minute, de rassurer la Thaïlande en lui proposant un «traité de non-agression». Mais cette offre, faite au moment où l'armée vietnamienne bombardait la frontière Cambodge-Thaïlande a été repoussée par le gouvernement de Bangkok. Celui-ci a également maintenu sa reconnaissance du Kampuchéa démocratique, ce qui est resté la position de l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est.

De leur côté, plusieurs pays non-alignés, notamment la Yougoslavie et la Corée, ont entrepris des démarches pour que le Kampuchéa démocratique et son gouvernement légal continuent à représenter le Cambodge. C'est ainsi que dans un premier temps, quinze jours avant le début de la Conférence, le bureau de coordination des non-alignés réuni à l'ONU décidait d'inviter le Kampuchéa démocratique à Colombo. Au même moment, l'Indonésie signalait avec la Yougoslavie un communiqué commun dans ce sens, tandis que le gouvernement indien, qui avait d'abord envisagé la reconnaissance du régime fantoche, indiquait qu'il ne le reconnaîtrait que «lorsqu'il contrôlerait l'ensemble du territoire»: une épine dans le pied de Hanoï désireux d'obtenir dans les instances internationales ce qu'il ne parvient pas à obtenir sur le terrain.

A Colombo, les délégués, de Hanoï, très isolés, ont prétendu que l'intervention au Cambodge ne constituait qu'une «affaire intérieure». Constatant qu'ils n'arriveraient pas à imposer leurs protégés, ils ont dû manœuvrer en recul. Ils ont ainsi tenté d'obtenir que le Kampuchéa démocratique soit privé de son siège, soit qu'on laisse ce siège vide, soit qu'on y mette les deux représentations sur le même plan en tant qu'observateurs.

Finalement, comme aucun consensus ne se dégageait sur cette question, il a été décidé que la représentation du Cambodge ne serait pas discutée au niveau de la conférence de Colombo et qu'elle serait renvoyée au sommet des chefs d'Etat de La Havane. En attendant, c'est une décision de statu quo et de compromis qui a été prise par la conférence: Ieng Sary, ministre des Affaires étrangères du gouvernement du Kampuchéa démocratique a pu siéger, sans toutefois avoir le droit d'intervention. Quant aux délégués du régime Heng Samrin, ils n'ont rien pu obtenir.

En adoptant cette position (considérée par Ieng Sary lui-même comme une «victoire»), le mouvement des non-alignés a refusé de sanctionner le fait accompli de l'intervention vietnamienne, tout en essayant de préserver son unité. Assurément, d'ici le sommet de La Havane et

au sommet lui-même, autour de la question de la représentation du Kampuchéa va se cristalliser pour une part importante la contradiction entre les efforts pour maintenir le mouvement des non-alignés uni sur la base de ses principes fondamentaux, et les tentatives de le détourner de ses buts.

La question du Proche-Orient

La situation au Proche-Orient est un autre grave sujet de préoccupation des non-alignés, qui doit être examinée à la Havane. En condamnant toute tentative de «paix séparée» avec Israël et en réaffirmant le soutien du mouvement à l'OLP, au peuple palestinien et autres peuples arabes, la réunion de juin à Colombo, unanime, est restée fidèle à une ligne de conduite constante des non-alignés depuis le sommet d'Alger en 73, qui avait été marqué par la condamnation ferme de l'Etat sioniste.

La réunion de Colombo, qui a rejeté les accords de Camp David et le traité Sadate-Begin, avait été précédée par une réunion préparatoire des ambassadeurs au cours de laquelle a été débattue la question de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Egypte.

Deux positions se sont affirmées à cette occasion: celle de l'OLP et de nombreux pays arabes demandant que l'Egypte soit suspendue du mouvement des non-alignés, et celle de la Yougoslavie, de la République populaire et démocratique de Corée, et d'autres pays membres qui estiment qu'une telle mesure, sans précédent, pourrait avoir un effet contraire à celui recherché. La suspension de l'Egypte, déclarent les représentants de ces pays, en isolant du mouvement des non-alignés, risquerait de la repousser encore un peu plus dans la sphère d'influence américaine. Cette question, qui n'a pas été tranchée à Colombo, a été également renvoyée au sommet de La Havane.

Au sommet de La Havane, les problèmes concernant l'unité du mouvement des non-alignés vont donc se poser avec beaucoup d'acuité. De nombreux pays envisagent avec inquiétude le rôle que peut jouer Cuba dans le mouvement, puisqu'il doit en assurer la présidence pour trois ans.

Pour parer à ce risque, des pays membres du mouvement ont proposé des mesures de «démocratisation» telles que des réunions plus fréquentes, ou l'instauration de vice-présidences régionales pour limiter le rôle de Cuba.

S'il est vrai que la nature même du mouvement l'amène à mettre en avant ce qui unit par rapport aux divisions, il apparaît difficile qu'il puisse aller de l'avant, préserver son existence et sa raison d'être, sans donner un coup d'arrêt aux menées de certains de ses membres, notamment de ceux qui, se liant par des pactes militaires avec la superpuissance la plus agressive, se livrent à une politique d'intervention et d'expansion contre d'autres pays non-alignés.

Après l'offensive soviéto - éthiopienne

Novembre 78 a marqué un tournant dans la guerre en Erythrée. Depuis cette date, le peuple érythréen s'affronte directement, sur le terrain, à la superpuissance soviétique.

Désormais en effet, ce sont des centaines d'officiers soviétiques qui commandent la guerre contre lui. Parmi eux, une bonne douzaine de généraux, dont le Général Petrov, du haut état-major soviétique, qui a déjà commandé en Ogaden, contre l'armée somalienne. Ce sont eux qui élaborent les plans d'attaque mettant en œuvre l'infanterie éthiopienne et l'armement lourd ultra-moderne, importé d'URSS en très grosses quantités.

L'offensive ainsi lancée contre l'Erythrée constitue à plus d'un titre un précédent dangereux pour la paix et la sécurité dans la région, et surtout le continent africain. Cet engagement direct de l'URSS contre le mouvement de libération érythréen constitue une étape nouvelle dans l'offensive qu'elle a déclenchée sur le continent africain depuis 75 avec l'envoi massif de «conseillers» et l'engagement du corps expéditionnaire cubain en Angola.



L'ERYTHREE COMBAT TOUJOURS

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

LES événements de novembre 78 sanctionnent le processus de mainmise soviétique sur l'Ethiopie, tout en le renforçant encore. Dans l'offensive de novembre et des mois suivants contre le peuple érythréen, l'infanterie éthiopienne, précédemment usée par des années de revers successifs sur le sol de l'Erythrée, s'est trouvée en position de totale dépendance vis-à-vis de l'armement lourd, de la logistique et du commandement soviétiques; l'offensive avait même été décidée avec l'Etat-major soviétique, à Moscou, au moment de la signature du traité soviéto-éthiopien. L'assujettissement à l'URSS du régime éthiopien, qui a vu dans l'aide de Moscou une condition de sa survie, s'en est trouvée encore renforcée, comme l'a souligné depuis l'alignement éthiopien constant sur les prises de positions internationales soviéti-

ques, par exemple en ce qui concerne le Cambodge.

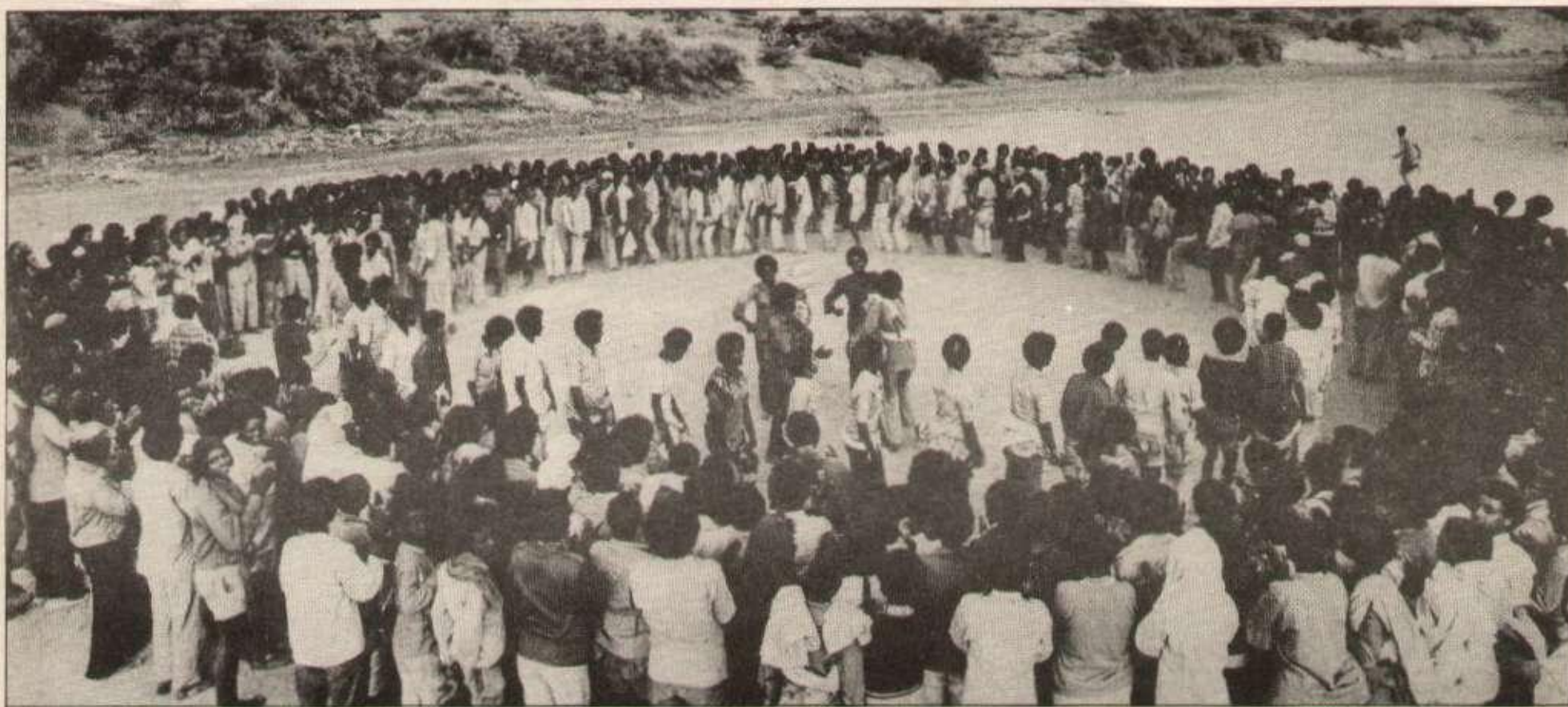
Un précédent

L'offensive de novembre est une étape nouvelle dans l'offensive soviétique en Afrique, surtout parce qu'elle aura été la première attaque frontale de l'URSS contre un mouvement de libération. Si, depuis leur défaite dans les pays d'Indochine, les Etats-Unis, profondément déconsidérés sur la scène mondiale, se sont trouvés dans la quasi-impossibilité de pouvoir envisager une action militaire directe dans le Tiers-Monde, l'URSS qui, elle, héritait d'une image de marque progressiste, n'a pas hésité dans le même temps à développer les interventions militaires. Dans ce sens, le pas franchi en Erythrée est considérable puisqu'il s'agit pour elle d'anéantir un mouvement de li-

bération qui a affirmé son authenticité par 18 années de guerre menée contre le colonialisme éthiopien, soutenu depuis le début, par l'impérialisme américain.

L'ampleur des moyens d'agression mis en œuvre est également un précédent en Afrique. Compte-tenu de la taille de l'Erythrée, l'offensive de novembre a pu être comparée à l'agression américaine au Vietnam. La sophistication des armements employés, le volume et l'intensité des bombardements aériens systématiques, l'utilisation de l'artillerie à longue portée, tant terrestre que navale (Mer Rouge), des détachements d'infanterie fortement mécanisés, tout a été combiné en une gigantesque offensive.

Ce sont des traits caractéristiques de l'engagement sur le terrain d'une superpuissance. Ce type de guerre avait d'ailleurs été préparé dès



Rassemblés autour d'un objectif : la libération

le début de 78, en Ogaden, avec la bataille de Jijiga, où l'on avait vu pour la première fois en Afrique, l'URSS utiliser sa technique du «rouleau compresseur», s'appuyant sur un gigantesque pont aérien pour l'alimentation duquel on n'avait pas hésité, en URSS, à mobiliser durant plusieurs jours, une partie du trafic ferroviaire.

L'enjeu

L'enjeu que représente pour l'URSS le contrôle de l'Éthiopie et de l'Érythrée, est considérable. A travers celui-ci, ce qui est en cause c'est le contrôle de la Mer Rouge, qui borde l'Érythrée sur plus de 1000 km. Cette zone est d'importance stratégique pour les approvisionnements pétroliers de l'Occident, et notamment de l'Europe occidentale, particulièrement dépendante dans ce domaine ; c'est aussi un trait d'union entre la Méditerranée et l'Océan Indien, raccourcissant notablement les distances pour les flottes, depuis qu'en 75, le canal de Suez a été réouvert.

Ce qui est en cause aussi c'est la possibilité pour l'URSS de disposer avec l'Éthiopie d'un point d'appui donnant des moyens de pénétration du continent africain. Cette importance du rôle que pourrait jouer l'Éthiopie n'avait d'ailleurs pas échappé, dans le passé, à l'impérialisme américain, qui avait accordé à Addis-Abeba jusqu'au milieu des années 70, la part essentielle de l'aide militaire qu'il consacrait à l'Afrique.

A partir du moment où ce choix «pro-éthiopien» était effectué par l'URSS, il déterminait la position soviétique vis-à-vis du mouvement de libération érythréen.

- Le Quotidien du Peuple

Le Kremlin contraint à l'intervention directe

Pourtant, huit mois après le début de la plus grande offensive que le peuple érythréen ait dû affronter depuis le début de sa lutte pour l'indépendance, l'URSS n'a pas obtenu les résultats escomptés, elle n'est pas parvenue à briser la résistance érythréenne, et son épine dorsale constituée par les deux fronts, le FPLE et le FLE. C'est que l'engagement soviétique, malgré sa force apparente, souffre en Érythrée de handicaps fondamentaux.

Des handicaps majeurs pour l'URSS

- Le premier de ces handicaps et le plus décisif, c'est la nature même du mouvement de libération que l'URSS affronte : un mouvement très expérimenté, aguerri par 18 années ininterrompues de guerre. Celui-ci a su jusqu'à présent déjouer les manœuvres politiques hostiles, les plus dangereuses, y compris celles de l'URSS, même si ce pays n'est toujours pas caractérisé par le mouvement érythréen comme puissance impérialiste. Il a su combiner l'action militaire des masses, et l'ébauche d'une vie nouvelle, démocratique, dans les zones libérées.

- Autre handicap de taille pour l'URSS : la fragilité de ses alliés éthiopiens. Seule l'intervention massive de l'URSS a sauvé jusqu'ici l'armée éthiopienne d'une défaite certaine, qui était devenue imminente, il y a un an lorsque 95% du territoire érythréen étaient libérés et que le contrôle de la plupart des villes échappait désormais à l'occupant éthiopien.

Car les paysans éthiopiens enrôlés, qui constituaient la base de l'infanterie de Mengistu, supportaient mal une guerre qui s'éternise et dont la cause paraît bien étrangère à leurs intérêts et leurs préoccupations.

Or, la guerre-éclair voulue par l'URSS en novembre, qui devait emporter très vite la décision, éviter l'enlisement, n'a pas jusqu'ici abouti. Ceci peut être lourd de conséquences pour la cohésion de l'armée éthiopienne, pour la survie même du régime du DERG et donc, à terme, une source de profondes difficultés pour l'URSS.

De la retraite stratégique...

Lorsque l'offensive soviéto-éthiopienne de novembre a été lancée, les fronts de libération, préparés politiquement et militairement à une agression de cette ampleur, agissant en coordination, ont évacué les principales villes et l'axe Asmara-Massawa, effectuant ainsi une retraite stratégique au cours de laquelle ils ont pu préserver l'essentiel de leurs forces. N'acceptant le combat que lorsqu'elles pouvaient avoir l'avantage, notamment des combats rapprochés dans lesquels l'ennemi ne pouvait faire valoir sa supériorité technologique, avec l'aviation et l'artillerie, les forces de libération sont parvenues, dans le cours même de cette retraite, à infliger de lourdes pertes aux soviéto-éthiopiens.

Dans une nouvelle phase de l'offensive soviéto-éthiopienne, au début de cette année, au cours d'une opération combinée des forces de terre, d'air et de mer, 10 000 soldats éthiopiens des troupes «d'élite» débarquaient dans le Sahel pour y

encercler les bases du FPLE et couper ses voies de ravitaillement. Cette opération s'est accompagnée de bombardements effectués par des bombardiers géants, Sukoi 7, et par la marine soviétique sur les côtes de la mer Rouge. Le commandement soviéto-éthiopien espérait de cette opération une véritable liquidation du mouvement de libération. En fait, le FPLE, ayant su préparer et mobiliser les masses aussi bien que les combattants, a pu organiser une nouvelle retraite et protéger la population.

Depuis le printemps, la situation s'est stabilisée. Gardant le contrôle des villes qu'ils ont récupérées, les agresseurs ont dû étirer au maximum leur dispositif militaire. Ils ont poursuivi des bombardements quotidiens, mais sans amorcer de nouvelle offensive, alors qu'en six mois, ils n'ont pu atteindre leur objectif de liquidation du mouvement de libération.

...A une nouvelle phase de la lutte

Les forces de libération, qui ont mené à bien leur retraite stratégique, la réinstallation des réfugiés et leur redéploiement militaire, voient s'ouvrir une nouvelle phase de la lutte au cours de laquelle il leur est possible de reprendre l'initiative, en s'appuyant sur la vaste campagne érythréenne et dans les régions montagneuses, dont le contrôle échappe toujours aux soviéto-éthiopiens.

Le mouvement de libération a conservé la base fondamentale de ce qui fait sa force : le soutien et la confiance des masses érythréennes ; en expliquant les raisons et les buts de la retraite stratégique, en organisant le repli des réfugiés et en les protégeant, il a préservé et resserré ses liens avec le

peuple, dont l'unité est encore consolidée face à la sauvagerie d'une agression qui le frappe unanimement. Dans les villes et les zones occupées militairement aussi, la population s'organise clandestinement pour résister, comme en témoignent les arrestations, dans les villes occupées, pour avoir écouté «La voix du Peuple érythréen», la radio du FPLE. Ainsi, les fronts de libération se trouvent donc en mesure de reprendre l'initiative sur le plan militaire en intensifiant l'encercllement des villes, en coupant les axes de communication, en lançant des attaques contre les garnisons des occupants, jusqu'au centre des villes occupées, sans que la libération de celles-ci soit encore un objectif immédiat.

C'est ainsi que, fin avril, l'armée populaire du FPLE a lancé une offensive contre la ville occupée de Decamere. Les maquisards ont tué une centaine de soldats de la garnison, saisi d'importants stocks d'armes et de munitions. Occupant la ville plusieurs heures, l'armée de libération a exécuté le maire éthiopien de Decamere et trois chefs des «Kebeles», organisations fascistes mises en place par le DERG, sur le modèle de celles chargées de l'encadrement des masses en Éthiopie. Une opération du même type a été menée fin mai à Keren. Fin juin, les forces de libération ont bloqué l'axe de communication Keren-Afabet, paralysant les troupes d'occupation dans leurs tentatives de sortie et leur infligeant à cette occasion de lourdes pertes.

La phase actuelle de harcèlement et d'encercllement progressif des zones urbaines occupées ne vise pas dans l'immédiat à une reconquête des villes. Mais elle prépare une contre-offensive plus vaste des forces de libération.

«NOTRE PEUPLE EST UNANIME CONTRE CAMP DAVID ET LE TRAITE EGYPTO - ISRAELIEN»

Entretien avec Fakhri, président de la GUPS en France

Fakhri, président de la section France de l'Union générale des étudiants palestiniens — la GUPS — l'une des plus importantes organisations de masse de la Résistance palestinienne, répond ici à nos questions sur la signification et les conséquences au Proche-Orient, des accords de Camp David et de la signature du traité égypto-israélien qui a suivi.

Les Etats-Unis, malgré leur recul au plan mondial et leur situation défensive par rapport à leur rival soviétique, poursuivent leurs manœuvres pour tenter de maintenir leurs positions dans cette région du monde, d'une grande valeur stratégique. Alors que l'Etat sioniste d'Israël, en tant que facteur de divi-

sion, de morcellement du monde arabe, reste l'allié privilégié des Etats-Unis dans la région, la reconnaissance par le chef d'Etat égyptien, du fait accompli sioniste est lourde de menaces pour le peuple palestinien et les autres peuples arabes. En témoignent, depuis la signature du traité égypto-israélien, l'intensification de l'installation de colonies en Palestine occupée, aussi bien que les bombardements systématiques sur le Sud-Liban, pour tenter d'y liquider toute présence de la Résistance palestinienne.

Mais, l'ampleur des manifestations du peuple palestinien, unanime contre les plans américano-

sionistes, le front arabe qui s'est de fait constitué, jusqu'ici en-dehors de l'Egypte, contre ces plans, démontrent une nouvelle fois avec éclat qu'aucune solution, aucune paix durable, ne peuvent voir le jour au Proche-Orient si les droits nationaux du peuple palestinien continuent d'être niés, et si, outre la Palestine, des territoires arabes entiers, comme le Golan syrien, continuent d'être occupés. De ce point de vue, le «succès» qu'a pu représenter pour l'impérialisme américain l'attitude adoptée par Sadate, apparaît aujourd'hui bien mince et bien fragile, au regard de l'hostilité manifestée y compris par des régimes arabes qui étaient traditionnellement alliés des Etats-Unis.

COMMENT la Résistance palestinienne apprécie le traité égypto-israélien ?

Le prétendu traité de paix signé par Sadate et Bégin sous l'égide de l'impérialisme américain offre aux sionistes tout ce qu'ils n'avaient cessé de réclamer depuis la création de l'Etat sioniste, c'est-à-dire la reconnaissance officielle de l'usurpation de la Palestine, avec comme conséquence l'exode permanent du peuple palestinien. C'est la reconnaissance de la légitimité de l'occupation, c'est la possibilité d'ouverture de l'économie arabe aux intérêts sionistes à travers l'Egypte. Cet accord permet également aux forces impérialistes, notamment américaines, d'isoler l'Egypte par rapport au reste du monde arabe, créant ainsi dans la région, du fait du poids politique et économique de l'Egypte, un déséquilibre au profit du sionisme et de l'impérialisme us.

LA COLONISATION D'UN PAYS CHARNIERE

Depuis la création de l'Etat sioniste le 15 mai 1948 au détriment du peuple palestinien, l'objectif politique principal du mouvement sioniste était la reconnaissance de ce fait accompli par la nation arabe, avec tout ce qui en découle : relations diplo-

matiques, politiques, économiques. Cela pour jouer pleinement le rôle que lui a assigné l'impérialisme. Car la situation géographique de la Palestine à la charnière entre la partie africaine et la partie asiatique du monde arabe, sa proximité des champs pétrolifères et des voies d'acheminement du pétrole, à proximité du canal de Suez, ont fait que l'impérialisme a été constamment intéressé par la colonisation de la Palestine.

Il y a donc une concordance entre les intérêts sionistes visant à légitimer l'occupation de la Palestine et les intérêts de l'impérialisme américain qui a besoin de ce gendarme pour garantir sa mainmise sur la région, et empêcher le développement du mouvement de libération arabe.

L'intense activité déployée par les Américains pour une conclusion rapide du traité de paix est liée aussi à la chute récente du régime sanguinaire du Shah, sous les coups du peuple d'Iran. Cette chute, qui a précipité l'écroulement du Pacte du CENTO (1), dont l'Iran était un maillon essentiel, a rendu plus urgent pour l'impérialisme américain la création d'un axe de remplacement. Cet axe englobe l'Egypte, l'Etat sioniste, l'impérialisme US et tout autre force susceptible d'y adhérer ultérieurement. Sa création est dirigée contre les mouvements de libération arabes et africains, plus particulièrement

la Révolution palestinienne, avant-garde du mouvement de libération arabe.

SADATE N'A PAS ETE SUIVI

► Quelles sont les conséquences du traité de «paix» pour les pays arabes ?

L'impérialisme entendait que l'Egypte fasse le premier pas et qu'elle soit suivie par d'autres forces arabes dans sa politique de reconnaissance de l'Etat sioniste. Mais la Révolution palestinienne, et, avec elle, la totalité du peuple palestinien, de l'intérieur et de l'extérieur de la Palestine, ainsi que le peuple arabe dans son ensemble et toutes les forces patriotiques arabes ont empêché jusqu'ici l'impérialisme et le sionisme d'arriver à leurs fins. Ceux-ci n'en continuent pas moins d'avoir cet objectif de dominer le monde arabe, qui constitue un enjeu très important à tous points de vue (ressources énergétiques, poids démographique, marché potentiel). Qu'ils parviennent ou non à cet objectif, cela dépend du rapport de forces entre le mouvement de libération arabe et la coalition entre Sadate, l'Etat sioniste et l'impérialisme US.

Pour que le plan américano-sioniste réussisse, l'impérialisme



US a besoin de la caution d'un certain nombre de régimes arabes, traditionnellement ses alliés dans la région, et en particulier ceux de Jordanie et d'Arabie

saoudite. Mais, les tentatives d'obtenir une telle caution se sont jusqu'à présent heurtées au refus des régimes arabes, à cause de l'intransigeance sioniste

qui ne fait aucune concession à ces régimes, et à cause du refus des masses arabes de cautionner le complot que constitue ce traité de paix.

ISRAËL. L'ALLIÉ PRIVILÉGIÉ

L'Etat sioniste reste pour l'impérialisme US l'allié privilégié au Proche-Orient. Cet impérialisme a également des alliés traditionnels dans le monde arabe, et notamment l'Arabie saoudite, et la politique américaine doit donc tenir compte de l'intransigeance sioniste sans trop négliger les revendications de ses alliés arabes. Mais il se trouve que l'allié sioniste à un lobby très puissant aux Etats-Unis qui a toujours fait reculer l'administration américaine chaque fois qu'elle a voulu tenir compte de l'avis de ses alliés arabes, qui se trouvent dans une situation inconfortable devant la pression populaire arabe et notamment la Révolution palestinienne.

Ainsi, bien que Carter ait, au début de son mandat, évoqué la nécessité d'assurer un «home-land» pour les Palestiniens, et qu'il y ait eu un communiqué soviéto-américain en 1977, qui parle des droits légitimes du peuple palestinien, nous avons vu que les USA ont abandonné totalement ces positions.

Si les USA ont semblé reconnaître, à un certain moment, les droits légitimes, (sans préciser lesquels) du peuple palestinien, cela est dû évidemment aux sacrifices consentis par notre peuple au cours de 15 années de révolution, au cours desquelles il a imposé l'OLP comme représentant unique et légitime.

► — Quelles sont les conséquences pour le peuple palestinien, du traité de paix égypto-israélien ?

— Les accords de Camp David, ainsi que le prétendu traité de paix entre le régime de Sadate et l'Etat sioniste cherchent, en définitive, à liquider le problème palestinien. Ces accords nient les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien : droit à retourner sur sa terre, droit à l'autodétermination, à la création de son propre Etat indépendant dans sa patrie, la Palestine ; ces droits ont été reconnus par la communauté internationale à travers les décisions de l'Assemblée Générale de l'ONU, les conférences des pays islamiques, des pays non-alignés, de l'OUA, des sommet arabes de Rabat et d'Alger. La communauté internationale a reconnu l'OLP en tant que représentant unique et légitime du peuple palestinien. Or, les accords de Camp David ignorent complètement ce consensus international.

CAMP DAVID : DIVISER LE PEUPLE PALESTINIEN LUI-MÊME

Deuxième point : ces accords consacrent la partition du peuple

palestinien en différentes catégories pour faciliter la solution préconisée par les sionistes. On parle des habitants de la Cisjordanie et de Gaza d'un côté, des réfugiés de 1967 ou encore des réfugiés de 48 de l'autre. Ce qu'ils proposent, c'est de trouver des «solutions» propres à chaque catégorie ainsi déterminée par eux. Aux habitants de la Cisjordanie et de Gaza est proposée ce que les sionistes appellent «l'autonomie administrative». D'un autre côté, on propose aux Palestiniens chassés de chez eux, soit en 1948, soit en 1967, de les installer définitivement là où ils se trouvent.

La division du peuple palestinien est donc une donnée fondamentale des accords de Camp David.



► — L'«autonomie» envisagée ne concéderait aucun droit fondamental aux Palestiniens ?

— Qu'est-ce au juste que cette «autonomie» ? Ce n'est que le plan Begin proposé à Carter à la veille des accords de Camp David. Ce plan avait été élaboré par une commission d'experts de l'Etat sioniste présidée par Ben Elyssar, directeur de cabinet de Begin. Le point fort de ce plan était le maintien des colonies dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza, le maintien de la présence militaire, le droit de tout colon à venir dans ces territoires et à s'y installer. Le conseil d'administration n'a aucun pouvoir, il dépend de l'administration militaire. C'est une occupation camouflée, mais légitimée par l'Egypte et les USA. Depuis longtemps, les sionistes disent clairement que l'autonomie ne s'applique qu'aux habitants et pas au territoire. Ceci est mentionné dans les accords de Camp David et dans le traité. Cela signifie que les territoires restent en fait sous la souveraineté sioniste.

Après la signature du traité, les sionistes, à maintes reprises par la bouche de Begin, Dayan, Weizmann ainsi que de dirigeants de l'opposition, ont précisé les contours de cette «autonomie». Selon eux, elle ne doit jamais déboucher sur la création d'un Etat palestinien. Elle ne doit jamais les obliger à se retirer à l'intérieur des frontières de 1967. Elle ne doit pas non plus impliquer la restitution de Jérusalem. Ce sont les trois «NON» de Begin au premier ministre égyptien, Khalil.

Dans ces conditions, l'«autonomie» proposée aux Palestiniens bien le maintien de l'occupation, des colonies, la création des colonies, la judaïsation de la terre palestinienne. Judaïsation ne signifie pas simplement l'expropriation, mais l'interdiction à tout arabe d'y habiter. C'est pourquoi le peuple palestinien, unanime, a

rejeté cette mascarade. Mais il faut voir que la population chrétienne maronite est très lasse de la guerre civile. Il y a eu ainsi des heurts très violents entre phalangistes et chamounistes à Beyrouth qui ont fait près de 200 morts. Il y a eu des manifes-

dad a proclamé le «Liban libre». Il s'agissait d'une manœuvre politique de l'Etat sioniste qui essayait de miner toute possibilité de stabilisation du Liban. Les USA et Israël veulent qu'il y ait ainsi une source de conflits et de division constante dans le monde arabe pour empêcher une unification des forces arabes contre la capitulation. Les possibilités de conflit généralisé au Liban subsistent. Les bombardements incessants de la population civile visent aussi à susciter des conflits entre Libanais et Palestiniens. Il faut donc être très vigilant pour préserver l'unité du Liban.

a manifesté son opposition tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine.

A l'intérieur, en Cisjordanie, à Gaza, en Galilée, notre peuple a manifesté son refus de ces accords comme en témoignent les conférences nationales, les mouvements de grève, les manifestations. Toutes les couches sociales (travailleurs, étudiants, paysans, hommes de religion, maires patriotes) ont exprimé leur refus du complot ainsi que leur attachement à l'OLP en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien.

Au niveau militaire, la Révolution palestinienne a intensifié ses opérations contre l'entité sioniste. Il est à signaler que depuis les accords de Camp David, la Révolution palestinienne a développé quantitativement et qualitativement ces opérations, ce qui a provoqué un malaise dans la société sioniste et explique l'hystérie des bombardements sionistes quotidiens au Liban. Cette stratégie de guerre populaire de longue haleine reste pour nous l'élément central de la mise en échec du complot et de la victoire de notre peuple.

D'autre part, la Révolution palestinienne développe son action à l'extérieur. Elle se donne les moyens de contribuer à regrouper toutes les forces arabes qui refusent la capitulation.

LE SOMMET DE BAGDAD

C'est dans ce cadre que l'OLP a joué un rôle de premier plan à la conférence de Bagdad. En effet, elle y a présenté un mémorandum réclamant des mesures de rétorsion multiformes à l'encontre de l'impérialisme américain en tant que tête du complot, ainsi que des mesures analogues contre le régime de Sadate. Les décisions prises à cette conférence constituent à notre avis le minimum possible. L'application de ces décisions constitue la ligne de démarcation entre ceux qui sont pour la cause palestinienne et arabe et ceux qui sont pour le camp impérialo-sioniste.

La nécessité d'un soutien accru à la Révolution palestinienne y a été retenue. La mobilisation de toutes les potentialités arabes en vue de soutenir la résistance du peuple palestinien reste l'élément essentiel pour mettre en échec ce complot. Sur le plan international, le soutien des forces armées, démocratiques, progressistes et révolutionnaires en vue de démythifier cette prétendue paix est nécessaire plus que jamais. Ainsi, la mise en échec de la politique impérialo-sioniste nécessite la mobilisation de toutes les forces arabes, économiques, politiques et militaire et ce dans le sens d'une confrontation réelle avec le sionisme, son protecteur l'impérialisme américain et leurs appuis arabes, en premier lieu Sadate. Un soutien arabe plus large à notre Révolution et l'ouverture des frontières arabes aux fedayin en vue de leur permettre d'accomplir leur devoir de libération, le large soutien international sont capables de déjouer l'offensive menée contre nous. ■

rejeté cette mascarade.

IMPLICATIONS AU LIBAN

► — Quelles implications la signature du traité égypto-israélien a-t-elle pour le Liban ?

— Une des conséquences immédiates de la signature du traité, c'est le bombardement incessant depuis des semaines par les sionistes des camps palestiniens et des villages du Liban. L'aviation, la marine de l'Etat sioniste bombardent chaque jour. Ils se donnent tous les moyens pour éliminer la force principale qui s'oppose à la capitulation, c'est-à-dire la Révolution palestinienne. Ils cherchent à empêcher, elle et les forces patriotiques arabes, de concentrer leurs forces contre leur ennemi commun. Il y a en effet une tentative de la part de l'ennemi sioniste de susciter une nouvelle guerre au Liban, de provoquer de nouveaux conflits inter-arabes.

Il a été question récemment au Liban de constituer un gouvernement politique d'union nationale. C'est à ce moment qu'Had-

tations de la population chrétienne contre ces partis. Le camp isolationniste est donc divisé et affaibli.

Cependant, comme justement les sionistes ne peuvent plus compter autant sur les forces isolationnistes, ils veulent aujourd'hui provoquer une lassitude dans la population libanaise patriotique pour casser son unité avec la Révolution palestinienne. Ils bombardent constamment la population du Sud-Liban avec des bombes à fragmentation, du napalm, forçant ainsi des milliers de réfugiés à quitter cette région pour les éloigner de la Résistance palestinienne et du mouvement national libanais.

GAZA, CISJORDANIE, GALILÉE...

— Comment le peuple palestinien et les autres peuples arabes comptent-ils faire face à la situation créée par Camp David et le traité égypto-israélien ?

— Le peuple palestinien est unanime pour condamner le complot de Camp David et le traité de Sadate-Begin-Carter. Il



IRAN, le maillon faible
s'attache à nous donner
une analyse détaillée de
l'économie, des rapports avec
l'impérialisme ainsi que des clas-
ses sociales en Iran.

On peut regretter toutefois que
n'y figurent pas des questions
importantes comme le rôle de
l'Iran dans le Tiers Monde et
dans l'OPEP en particulier, ainsi
que la trahison du parti Tudeh
lors du coup d'Etat de 1953.
Néanmoins cet ouvrage est sans
doute le plus complet parmi les
récentes parutions sur l'Iran et
constitue une remarquable docu-
mentation que tous ceux qui
s'intéressent à la question se
doivent d'avoir lu.

IRAN LE MAILLON FAIBLE
Par Behrang (collectif
de militants du CEDETIM)
Editions Maspéro - 354 pages
Prix : 65 F

CELA commence par
«repas froid pour Nes-
tor» et l'on comprend vite
que Nestor Burma, le détective pri-
vé, va trouver un cadavre. Mais
en fait tout n'est pas si simple :
tout d'abord c'est deux cadavres
qu'il découvre, et en plus à
première vue ils n'ont pas l'air
envahissant. Ce n'est que le dé-
but de différentes trouvailles qui
vont donner lieu à une belle
ballade dans un coin de Paris à
la suite de Burma aux prises
avec une affaire plutôt complexe.
Bref, un bouquin sympathi-
que, le style est alerte, vif, le
langage argotique et plein d'hu-
mour. Bonne idée d'avoir réédité
ces livres parus il y a quelque
20 ans.

**L'ENVAHISSANT CADAVRE
DE LA PLAINE MONCEAU**
Léo Mallet
Editions des Autres. Prix : 39 F

C'EST sous le titre
d'*Avec et sans nostal-
gie* que l'écrivain Ma-
rio Benedetti, exilé, nous livre
sous la forme de 14 nouvelles, la
vie en Uruguay sous la dictature
fasciste, 14 histoires, 14 tranches
de vie où la torture, les cris,
l'absence, et les fusillades dans
la rue font partie de la vie quoti-
dienne. Son ton familier, son

humour, son ironie tendre et
grinçante à la fois lui donnent un
style très attachant. C'est avec
nostalgie et amour que Mario
Benedetti nous raconte ceux qui
vivent, souffrent, et luttent là-
bas.

AVEC ET SANS NOSTALGIE
Par Mario Benedetti
Editions Maspéro - Prix : 30 F



HENRI Pascal, juge d'in-
struction, fut successi-
vement dessaisi de plu-
sieurs affaires dont il était chargé
après qu'il eut inculpé de hauts
responsables. Son livre est un
combat courageux dans lequel il
dénonce des responsabilités et
s'élève contre le principe du se-
crét de l'instruction qui permet
de pratiquer une «justice de clas-
se» sans avoir de comptes à
rendre au «public».

Un livre clair qui se lit comme
un roman passionnant.

MON COMBAT CONTINUE
Plaidoyer pour une justice
à ciel ouvert.
Par Henri Pascal aux éditions
Seghers.
274 pages. Prix : 48 F

RUE du Proletaire rouge
de Nina et Jean Kehayan, continue à se
vendre largement dans les librairies,
bien qu'il soit paru il y a un
peu moins d'un an. Cet en-
gouement est justifié. On y trouve
une description de la vie en
URSS vivante, pleine d'anecdotes,
une description qui n'avait
jamais été faite auparavant.
L'aspect «facile à lire» de ce livre
ne cache cependant pas, c'est
un de ses grands mérites, une
réflexion plus profonde : ce dont
il est question, c'est de la vie des
masses soviétiques, opprimées
par les maîtres du Kremlin. Le
livre de Jean et Nina Kehayan

vaut d'autant plus que les au-
teurs sont membres du PCF, et
qu'ils connaissent bien, pour les
subir, les mécanismes qui mènent
à ce qui se passe en URSS.

Il est un autre livre qu'il faut
lire pendant ces vacances : c'est
le pamphlet de Guy Konopnicki,
«Vive le centième anniversaire du
PCF». Certes, il ne s'agit là que
d'un petit texte sans prétention,
qui se lit très vite, mais qui a
l'immense mérite de faire rire. Et
rire aux dépens de nos adversaires,
la direction du PCF en l'oc-
currence, est un plaisir qui ne se
dédaigne pas...

**RUE DU PROLETAIRE
ROUGE**
Par Nina et Jean Kehayan
Editions du Seuil - Prix : 39 F

CE livre est un choix de
nouvelles de Ghassan
Kanafani, qui fut, avant
d'être assassiné par les sionistes
à Beyrouth en 1972, le principal
représentant de la littérature pa-
lestinienne. Depuis l'angoisse de
l'intellectuel réfugié, à qui «il
manque quelque chose» jusqu'à
l'héroïsme et la confiance infati-
gable d'Om Saad, la vieille pay-
sanne, Ghassan Kanafani nous

ment sur la vie paysanne au XIX^e
siècle. A travers le récit autobio-
graphique du père Tiennon, Guil-
laumin reconstitue avec une ad-
mirable précision de détails, la
dure vie des métayers, que la
résignation, la soumission, le
conservatisme contribuaient à
perpétuer.

Guillaumin nous montre aussi
leurs exploiters, les propriétaires
de la terre, bourgeois rapaces et
réactionnaires, toujours avec ce
sout du détail qui rend son
œuvre précieuse. Mais c'est aus-
si à travers l'évolution du père
Tiennon, sur la fin de sa vie,
sensible aux transformations du
monde, à la pénétration des
idées socialistes, que l'on sent
sourdre une conscience de classe
parmi ces «laboureux». Un livre
à lire et à faire connaître.

LA VIE D'UN SIMPLE
Par Emile Guillaumin.
Le livre de poche. 319 pages
Prix : 10,50 F

NICOLAS Dubost, 30
ans, est ouvrier à Re-
nault-Flins depuis avril
72. Militant d'extrême-gauche
depuis mai 68, il s'est «établi» en
septembre 71.

Délégué syndicat CFDT, il dé-
crit l'exploitation au quotidien,
l'abrutissement et les chefs sur le
dos.

Il analyse également la grève,
le syndicat, les ouvriers, le mili-
tantisme... bref c'est un peu le
début d'un bilan de quelqu'un
qui a bien l'intention de rester à
l'usine.

FLINS SANS FIN... par Nico-
las Dubost, 182 pages, édi-
tions F. Maspéro. Prix : 35 F

FLINS SANS FIN...
Nicolas Dubost



PM Lutte sociale

CONTES DE PALESTINE
Par Ghassan Kanafani
182 pages éditions Stock.
Prix : 25 F

EMILE Guillaumin (1873-
1951), paysan, pionnier
du syndicalisme agricole
en Bourbonnais, écrivain, a pas-
sé toute sa vie à Ygrande (Al-
lier). *La Vie d'un simple*, c'est
d'abord un extraordinaire docu-

ment sur la vie paysanne au XIX^e
siècle. A travers le récit autobio-
graphique du père Tiennon, Guil-
laumin reconstitue avec une ad-
mirable précision de détails, la
dure vie des métayers, que la
résignation, la soumission, le
conservatisme contribuaient à
perpétuer.

**CARNETS DE GUERRE
DE LOUIS BARTHAS,
TONNELIER**
Par Louis Barthes..
Editions Maspéro. Prix : 65 F



JE rapporte des faits,
des conversations, des
visites, des impressions
dans la compréhension que j'en
ai et qui évoquent la réalité de la
vie quotidienne à Pékin.

Jean Guiloineau a vécu à Pé-
kin de 1976 à 1977. Il ne prétend
pas tout connaître ni tout évaluer
d'un seul coup mais simplement
rendre compte de ce qu'il a pu
voir. Sa modestie est très utile.
Simple et de façon vivante,
dans un style agréable à lire, il
nous donne des éléments con-
crets qui aident à comprendre les
transformations de la Chine d'au-
jourd'hui.

VIVRE A PEKIN
Par Jean Guiloineau
238 pages. Editions Plon.
Prix : 50 F

SUR les 1 059 «Compa-
gnons de la libération»
on compte 6 femmes.
Pourtant les femmes étaient aus-
si dans la résistance, et pas
moins que les hommes. Diffu-
seuses de tracts, agents de liai-
son, convoyant les blessés ou les
prisonniers évadés, participant
aux évactions, puis déportées...
«le retour (des camps) a été très
dur (...). Et nous les femmes
avons tellement changé, alors
que le reste de la société ne
changeait pas...».

**IL ETAIT DES FEMMES DANS
LA RESISTANCE**
Par Ania Francos
483 pages éditions Stock.
Prix : 48 F

Le Quotidien du Peuple - 23

DES LIVRES POUR VOS VACANCES



fait partager toute la vie de son
peuple, sa détresse, ses raisons
de lutter et sa détermination, et
la nouvelle unité qu'il s'est créée.

CONTES DE PALESTINE
Par Ghassan Kanafani
182 pages éditions Stock.
Prix : 25 F

EMILE Guillaumin (1873-
1951), paysan, pionnier
du syndicalisme agricole
en Bourbonnais, écrivain, a pas-
sé toute sa vie à Ygrande (Al-
lier). *La Vie d'un simple*, c'est
d'abord un extraordinaire docu-

LES récits de soldats du
rang sur la guerre de
14 - 18 sont rares. Louis

- P.2** Editorial
- P.3** A l'initiative contre le chômage
o Lyon
o Paris-Boulogne
- P.4** Le Comité de lutte contre le chômage d'Angers
- P.5** Les libertés en danger
- P.6** La riche expérience du combat contre les restructurations dans la sidérurgie
- P.7** Six mois de lutte à Longwy : une riche expérience
Entretien avec R. Giovanardi et R. Blaise de la CFDT-Longwy
- P.10** 6 mois de lutte pour l'emploi
- P.11** Basse-Normandie : une offensive nécessaire à l'heure des restructurations
RVI Blainville
- P.14** Très graves attaques contre les travailleurs immigrés
- P.16** Où va le PCF ?
- P.18** Le «non-alignement» à l'épreuve
- P.19** L'Erythrée combat toujours
- P.21** «Notre peuple est unanime contre Camp David et le traité Egypto-Israélien».
Entretien avec le président de la GUPS en France.
- P.23** Des livres pour vos vacances

A paraître fin juillet NOTRE MAGAZINE SPECIAL DU MOIS D'AOUT

- La suite de notre dossier sidérurgie
- La répression des inculpés du 23 mars
- Un témoignage exclusif sur l'Iran
- La Chine aujourd'hui

Attention ! Ce numéro ne sera pas en kiosque. Demandez-le à nos diffuseurs ou commandez-le au Quotidien du Peuple.

Le Quotidien du Peuple
Dir. de pub. : Y Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
C.P. : 56 942

Pour la reparution du Quotidien du Peuple en septembre, mobilisons-nous !

Au moment où le Quotidien du Peuple interrompt sa parution journalière, il est nécessaire de faire le point de la situation.

Cette année et tout particulièrement les derniers mois ont connu des difficultés importantes. Certes, grâce à votre soutien permanent, à l'attachement que vous avez montré, à de multiples reprises, au développement du journal, à son amélioration, nous avons pu gagner de nouvelles batailles : c'est grâce à votre mobilisation que nous avons pu sortir sur 16 pages le week-end, puis passer à 12 pages le mercredi.

Mais cet équilibre est précaire, il est l'enjeu d'une lutte continue que nous menons ensemble depuis 4 ans. Décider la parution d'un quotidien communiste en septembre 1975, c'était un pari. La maintenir, la développer, faire du Quotidien du Peuple un instrument des luttes du peuple, une arme pour l'avancée de la révolution en France et dans le monde, a constitué, à chaque moment, un nouveau pari. Ces paris, nous les avons tenus. Grâce aux abonnements souscrits, grâce aux collectes sur les marchés, dans les entreprises, à de multiples initiatives... dont le Quotidien a rendu compte.

Aujourd'hui, la situation nous interpelle à nouveau. Les augmentations subies toute l'année, le retard pris dans la souscription lancée en janvier n'ont pas permis que les problèmes auxquels, chaque jour, le Quotidien du Peuple doit faire face pour paraître, soient réglés. Les derniers mois en particulier ont vu des dettes s'accumuler rendant très difficile la situation : règlement fractionné et en retard des frais de fonctionnement (papier etc...), de la paie des employés...

Difficile avant les congés, cette situation ne permet pas d'envisager dans de bonnes conditions la rentrée de septembre, c'est-à-dire avec les moyens indispensables à cette reparution.

Pour reparaître à la rentrée de septembre, le Quotidien du Peuple a besoin de votre soutien, de milliers de nouveaux abonnements. La mobilisation que nous avons engagée, nous devons la poursuivre, la porter à un degré supérieur, multiplier les initiatives sans attendre.

Oui, nous voulons continuer le Quotidien du Peuple ! Pour la reparution du Quotidien du Peuple en septembre, mobilisons nous !

**POUR MAINTENIR
LE QdP,
DES MAINTENANT
ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ
UN ABONNEMENT**

4 MOIS : 100 F
(abonnement renouvelable)

EN CADEAU



Un numéro de *Front Rouge*

ET AU CHOIX (cocher la case choisie)



- ☐ • Une cassette sur la Chine : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.



- ☐ • Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine réalisées par la délégation du CC du PCR ml



- ☐ • Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy : extraits de reportages des journalistes du Quotidien du Peuple, chansons.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date:

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

Chaque cassette et le jeu de diapositives peuvent être commandés directement au Quotidien du Peuple pour la somme de 30 F.

